

77.053

Atomgesetz. Revision

Energie atomique. Loi

77.054

Atomanlagen. Volksinitiative

Installations atomiques. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

M. Vincent: Lorsqu'il y a bientôt 35 orateurs inscrits, il est probablement permis de rappeler quelques points d'histoire.

Nous avons en effet assisté, depuis 1957, à de nombreux débats mais le moins qu'on puisse dire c'est que le ton général en a bien changé.

En 1957, nous parlions de l'article constitutionnel. Il n'y avait aucune opposition, sauf la nôtre bien entendu MM. Schaller et Bonvin étaient rapporteurs. Que disions-nous alors, le 14 septembre 1957? Nous nous exprimions de la sorte: «Celui qui détiendra l'exploitation de cette énergie disposera d'une puissance économique fabuleuse, décisive pour l'avenir du pays... Nous courons ainsi le danger très certain qu'il se crée un Etat dans l'Etat.» Nous regrettons qu'on socialise les recherches et les risques, et qu'on individualise les profits. Nous proposons que la construction et l'exploitation des centrales nucléaires soient du domaine de la Confédération. Au nom du Conseil fédéral, M. Petitpierre nous répondait non et nous étions seuls à voter pour cette proposition. En septembre 1959 encore, on parle de la loi. Là nous ne sommes plus tout à fait seuls, nous avons avec nous des hommes que vous avez connus ou dont le nom est resté dans vos mémoires, – Valentin Gittermann et, avant, Giovanoli. Les deux se prononcent pour le renvoi à des entreprises mixtes. Quant à nous, nous reprenons notre proposition: nationaliser tout le processus, créer une régie fédérale.

Pourquoi? Afin, disions-nous, que la collectivité ne soit pas dépouillée de la plus grande richesse que l'on puisse imaginer, afin qu'une source d'énergie tellement fabuleuse, une puissance à tel point démesurée soit contrôlée par l'Etat et par lui seul. Nous précisions qu'il ne fallait pas l'abandonner aux trusts et ces trusts nous en donnaient les noms: Brown Boveri, Escher-Wyss, Sulzer. Nous nous prononcions pour une régie nationale de l'énergie nucléaire, avec la description précise de ses tâches – sauvegarder les droits de la collectivité sur des richesses énormes qui se chiffreront par milliards et dont la possession donnera à ceux qui les détiendront un pouvoir décisif. Débat analogue encore sur Kaiseraugst, c'est plus récent, vous en avez conservé le souvenir. Là encore nous proposons de nationaliser complètement la construction et l'utilisation des centrales nucléaires, le problème de la confiance se posant.

A ce propos, je voudrais réparer deux injustices que j'ai commises dans ce débat concernant Kaiseraugst. J'avais cité Descartes, incomplètement et imparfaitement, lorsqu'il disait, dans le *Discours de la méthode*: «Trouver une pratique par laquelle, connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature.» Je me souviens parfaitement d'avoir arrêté là ma citation, sans dire que Descartes ajoutait: «... principalement aussi pour la conservation de la santé, laquelle est sans doute le premier bien et le fondement de tous les autres biens de cette vie.» Rappelons que Descartes a été condamné par Rome en 1663 et que la

Convention, après la Révolution française, a transporté ses cendres au Panthéon. Pourtant son matérialisme était mécaniste, ce n'était pas celui de Marx, mais il annonçait en tout cas une confiance dans l'intelligence humaine et la toute-puissance du travail, ce qui était très neuf à l'époque.

Je pense que nous n'avons pas eu tort de citer Descartes, parce qu'il y a deux «experts» qui l'ont condamné. Le premier a dit: «Le fascisme repousse le mythe du bonheur et du progrès indéfini. Il ne croit pas à la possibilité du bonheur sur terre comme le voulait la littérature des économistes du XVIIIe siècle.» Ce premier expert c'est Mussolini, dans son ouvrage *Le fascisme; doctrine et institutions*. Le second expert a dit: «L'homme ne doit jamais tomber dans l'erreur de croire qu'il est véritablement parvenu à la dignité de seigneur et maître de la nature.» Ce deuxième expert c'est Hitler, dans *Mein Kampf*, et tous deux sont cités par Jacques Salomon, qui fut fusillé par les nazis, dans un texte que Salomon publiait en 1937 pour le libre développement de la science.

Dans les précédents débats, j'avais cité Joliot-Curie, incomplètement aussi, je n'avais fait qu'évoquer son nom. Mieux que personne, hélas! lui et sa femme, Irène Curie, connaissaient les dangers de la radioactivité qu'on appelait la maladie des rayons. Il écrivait en 1957: «L'énergie d'origine nucléaire sera sans doute extrêmement utile mais – précisait-il – je l'envisage surtout comme devant nous permettre d'apporter un appoint important à l'énergie tirée des combustibles traditionnels, pendant un temps suffisant, pour élaborer des centrales de principe nouveau tirant leur énergie primaire de sources naturelles, comme par exemple les radiations solaires qui frappent notre sol.» Je le répète, c'est l'opinion de Joliot-Curie, prix Nobel, en 1957, et il appelait encore à faire preuve de beaucoup d'intelligence et d'honnêteté, ce qui n'est pas toujours facile, et surtout à ne pas détourner la science vers des objectifs de destruction capables en fin de compte de détruire l'humanité tout entière.

Nous nous sommes donc prononcé, à répétées fois – et nous ne renions nullement nos propos – pour la nationalisation, la collectivisation, qui impliquent la cantonalisation et la municipalisation ou communalisation si l'on peut dire. Ce sont à nos yeux les voies de contrôle les plus normales, les plus habituelles et les plus démocratiques. Ces voies de contrôle valent plus et mieux à notre avis que le triple barrage proposé par l'initiative populaire avec le recours à cette idée étrange de la majorité des électeurs, sans préciser davantage.

La nationalisation totale, est-ce la panacée? Nous irions presque jusqu'à le prétendre. Si l'on acceptait le principe de la nationalisation totale, étatisation, cantonalisation, municipalisation, cela permettrait de résoudre tous les problèmes.

Exemple, la clause de besoin. Qui est le mieux à même d'apprécier le besoin, sinon les collectivités publiques prises ensemble? Qui apprécie le mieux s'il y a une autre possibilité, sinon les collectivités publiques prises ensemble? Qui peut déterminer les meilleures formes de consultation préalable, soit par le vote populaire ou de toute autre manière, sinon les collectivités publiques? Et même s'il s'agit du problème des déchets, de l'entreposage des déchets, là encore c'est la commune et c'est le canton. Si c'est – passez-moi l'expression – l'«exportation» des déchets, c'est alors la Confédération puisqu'il faut négocier avec l'étranger, avec un pays, un groupe de pays ou une agence. Et même encore sur le démantèlement, qui peut le mieux décider de ce démantèlement et l'assurer que ceux-là même qui ont conçu, autorisé, construit et exploité, tout ceci encore une fois sous le contrôle populaire. Qu'allons-nous faire alors, dans tous ces débats? Nous allons essentiellement défendre une motion que j'ai déposée. Quand? Je n'en sais rien, mais je me permets de penser qu'elle plane sur ces débats. Elle est ainsi conçue: on demande au Conseil fédéral de présenter dans les plus

brefs délais possibles un nouvel article constitutionnel qui dit: «La conception, la concession, la construction et l'exploitation des centrales nucléaires et installations atomiques sont du domaine de la Confédération, des cantons et des communes.» On donne donc la maîtrise à la collectivité publique. C'est à notre avis la réponse et la réponse essentielle à la crainte exprimée par les opposants. Que craignent-ils les opposants? Ils craignent que ce soit le profit, la soif du profit, l'immoralité foncière du profit qui conduisent à la recherche de la «rentabilité» et qui l'emportent sur le souci de la sécurité. La nationalisation totale nous paraîtrait en même temps la garantie la plus effective, la plus efficace que l'on puisse imaginer.

Le moratoire – l'initiative Meizoz si elle vient en discussion ou quand elle viendra – le moratoire pour qu'il serve à quelques chose, il faudra que ces années ne soient pas seulement des années d'attente mais des années de réflexion et de travail. Qu'allons-nous donc faire au cours de ce débat? En ce qui concerne la loi, nous soutiendrons les propositions de la minorité que j'appellerai la minorité socialiste mais qui est plus large, je ne dis pas plus mêlée, mais plus large; toutes ces propositions tendent à un contrôle plus strict: un contrôle des mesures d'économie possibles, du développement des autres formes d'énergie, des projets réalisables pour l'entreposage définitif des déchets, des assurances concernant le démantèlement des centrales mises hors service, de la responsabilité civile illimitée des propriétaires des centrales nucléaires. Tout cela va de soi, nous semble-t-il, et c'est la conséquence logique de notre position de principe.

Sur l'initiative populaire enfin, comme disait l'autre: «Les choses étant ce qu'elles sont», le bureau politique ou comité directeur du Parti suisse du travail, dans sa séance du 1er avril, a décidé, sauf proposition meilleure, d'appuyer cette initiative lors du vote devant le peuple et les cantons, non pas parce qu'il estime qu'il n'y a pas de réserves à faire à son propos; il en fait au contraire, notamment en ce qui concerne le mode de consultation des communes, des cantons et des régions que prévoit l'initiative. A l'interpréter strictement, mais le Conseil fédéral ne va pas jusque-là, il faudrait l'unanimité des électeurs des régions consultées. Si on prend le texte, un premier coup d'œil permet de penser qu'il faudrait la majorité des électeurs inscrits et c'est ainsi que le Conseil fédéral l'interprète. Par contre les initiants, eux, se rebellent contre cette interprétation et déclarent un peu comme Guillaume II: «Je n'ai pas voulu cela!» (Ich habe das nicht gewollt!) Je les cite: «Demander l'approbation des électeurs, c'est une formule abrégée; pour l'approbation des électeurs qui participent au scrutin, c'est un usage courant. Il arrive souvent en Suisse que l'on parle des électeurs alors qu'il ne s'agit en réalité que d'une fraction des votants. Le texte de l'initiative, dit le comité, ne permet absolument pas de prendre une majorité qualifiée comme critère, ainsi que le fait le Conseil fédéral.

Simplement, il aurait peut-être mieux valu le dire explicitement. Ce n'était pas très compliqué, il n'y avait qu'à mettre «la majorité des votants ou la majorité des électeurs s'étant exprimés». Enfin, les initiants disent bien que c'est ainsi qu'il faut entendre leur initiative. Elle est revêtue de 125 000 signatures, elle est soutenue avec la plus grande énergie par tout le monde, y compris par le Parti radical genevois dont je vois les deux représentants et dont j'attends qu'ils votent droit, c'est-à-dire à gauche! (Hilarité) Les radicaux ont publié, à l'occasion des élections du mois d'octobre, une violente attaque contre l'énergie nucléaire. «Ce n'est que lorsque tous les efforts d'économie, de rationalisation, de diversification, de substitution auront été accomplis – et il reste encore un long chemin à parcourir – que les radicaux estiment que l'on pourra recourir au nucléaire. Ils voient un moratoire dans la construction des centrales nucléaires, une extension des droits populaires dans ce domaine, une intervention auprès de la France pour qu'elle renonce à Super-Phénix,

qui risquerait de provoquer l'évacuation de notre canton de Genève pour des siècles, et qui est un monstre industriel qui sort de terre sous la protection des CRS, à 80 kilomètres de Genève seulement. C'est le Parti radical genevois qui parle ainsi! S'il s'élève contre les CRS français, logiquement il devrait s'élever contre la police fédérale de sécurité pour les mêmes raisons. Nous allons le voir tout à l'heure. De nombreuses sections du Parti socialiste ont fait de même – le Consistoire de l'Eglise nationale protestante de Genève, la Fédération des Eglises protestantes françaises, «last but not least» M. Ritschard lui-même qui nous dit que s'il n'arrive pas à régler l'affaire des déchets radioactifs – il dit cela à la *Leser-Zeitung* de Zurich – si aucune solution n'est trouvée à ce problème, il faudra non seulement ne plus accorder d'autorisation pour la construction de nouvelles centrales nucléaires mais également inviter celles qui sont déjà en service à cesser leurs activités. Il y a même encore un petit mot pour dire qu'une solution doit être trouvée pour les centrales qui bénéficient déjà d'une autorisation de site.

Il y a enfin le groupe de Bellerive qui vous a envoyé plusieurs prises de position. Je crois que notre collègue M. Dürrenmatt va interpeller sur ce manifeste du groupe de Bellerive: Sadrudin Aga Khan, le professeur Freymond, Kaplan, Kovarsky, Olivier Reverdin, Denis de Rougemont, Visser't Hooft, cela fait beaucoup de beau monde! Beaucoup de beau monde qui soutient l'initiative, sans la soutenir tout en la soutenant. Ils sont «contre les notions un peu simplistes de productivité comme seule mesure valable du progrès humain». C'est possible quand on est Aga Khan, que l'on plane au-dessus des notions un peu simplistes de productivité. Parce qu'ils sont «préoccupés par la montée de la contre-culture dans la jeunesse», «l'idée de l'homme vivant en harmonie avec la nature plutôt que cherchant à la subjuguer» – je cite toujours le manifeste de Bellerive – et qu'ils constatent un «début de dénonciation des perversions technologiques fondées sur les illusions, sur l'énergie quasi gratuite.» Ils se plaignent qu'il n'y ait que des avocats et aucun juge. Ils demandent des conseils de réflexion et d'évaluation, ce qui signifie donc qu'il faut s'abstenir de décider, qu'il faut par conséquent méditer, cogiter, attendre, étudier, évaluer, réfléchir.

Tout cela étant, la direction du Parti suisse du travail, son bureau politique, je le répète, et pour être précis le 1er avril dernier, a décidé que s'il y avait un contre-projet – je pense notamment à celui de M. Aubert qui présente un intérêt certain parce qu'il restreint la consultation populaire à toutes les communes dans un rayon de 20 kilomètres du site – il serait sans doute acceptable; sinon il ne resterait plus qu'à appuyer l'initiative qui est un moratoire de fait de la construction des centrales. C'est ce que je suis chargé de vous dire et de vous faire connaître. J'ajoute, une fois de plus, «les choses étant ce qu'elles sont»!

Albrecht: Im Namen der CVP-Fraktion beantrage ich Ihnen Eintreten auf die Vorlage. Am 24. November 1957 haben bekanntlich Volk und Stände dem Verfassungsartikel 24quinquies zugestimmt und damit die Gesetzgebung auf dem Gebiete der Atomenergie zur Bundessache erklärt. Das Bundesgesetz vom 23. Dezember 1959 über die friedliche Verwendung der Atomenergie und den Strahlenschutz, das aufgrund des Verfassungsartikels erlassen wurde, hat sich hinsichtlich der Sicherheitsbestimmungen bewährt. Die Opposition gegen Kernkraftwerke, die Lancierung der Volksinitiative zur Wahrung der Volksrechte und der Sicherheit beim Bau und Betrieb von Atomanlagen, die Besetzung des Geländes von Kaiseraugst und die Konfrontation von Gösgen zeigen, dass insbesondere bei Bewilligungsverfahren für Kernkraftwerke eine vermehrte Mitsprachemöglichkeit des Volkes gewünscht wird und dass auf einzelne Aspekte der Kernenergie – und ein solcher ist zum Beispiel die Entsorgung – enormes Gewicht gelegt wird.

Der Bundesrat hat wohl nicht zuletzt aus diesen Gründen mit der Botschaft vom 24. August 1977 eine Ergänzung des bestehenden Atomgesetzes in Form eines allgemeinverbindlichen Bundesbeschlusses vorgeschlagen. Dieser Beschluss wird längstens bis zum 31. Dezember 1983 gültig sein. Es ist vorgesehen, dass bis zu diesem Zeitpunkt das Atomgesetz einer Totalrevision unterzogen wird.

Gleichzeitig mit der Botschaft über die Ergänzung des Atomgesetzes hat der Bundesrat auch die Botschaft über die Volksinitiative zur Wahrung der Volksrechte und der Sicherheit beim Bau und Betrieb von Atomanlagen veröffentlicht. Er kommt in dieser Botschaft eindeutig zur Ablehnung dieser Initiative.

Kernenergie ist heute weltweit und auch in unserem Land eine Realität. Dass die Nuklearkräfte im militärischen Bereich einen Schlüssel zur Macht darstellen, ist unverkennbar. Ungezählte atomare Sprengkörper lagern in westlichen und östlichen Arsenalen. Es ist nur zu hoffen, dass sie nie zum Einsatz kommen werden. Im Rahmen der friedlichen Verwendung der Kernenergie stehen heute nahezu 200 Kernkraftwerke in Betrieb, weitere 200 im Bau, und über 100 sind geplant. Allein in Westeuropa waren Mitte 1977 78 Kernkraftwerke in Betrieb, in den USA 66 und in den Ostblockländern 30. Die Kernkraftwerke Beznau I und II und Mühleberg decken heute 20 bis 25 Prozent des gesamtschweizerischen Elektrizitätsbedarfes. Sie funktionieren seit Jahren zur besten Zufriedenheit.

Wie kaum eine andere westliche Industrienation ist unser Land auf Importe von Rohstoffen und Energie angewiesen. Ueber drei Viertel unseres Energieverbrauches decken wir durch Erdöl. Damit haben wir eine Abhängigkeit von diesem Energieträger erreicht, die für unsere Wirtschaft gefährlich werden könnte. Die Erdölkrise von 1973/74 hat schlagartig deutlich gemacht, in welchem Masse wir von der Zufuhr von Erdöl abhängig sind. Leider ist der Eindruck dieser Krise seither dem Bewusstsein weitgehend entschwunden. Doch könnte sich eine neue Krise jederzeit wieder einstellen. Gut informierte Kreise befürchten, dass bereits in der Mitte der achtziger Jahre ernsthafte Schwierigkeiten in der Versorgung mit Erdöl auftreten können. Da ist es nicht erstaunlich, wenn fast alle europäischen Regierungen als einen der wichtigsten Punkte ihrer Wirtschaftspolitik festhalten, die Abhängigkeit von Erdölprodukten zu reduzieren. Unsere Nachbarn im Norden, Westen und Süden, genauso wie die USA und Japan, sind der Auffassung, dass die Kernenergie einen ganz wesentlichen Beitrag zur Reduktion der Erdölabhängigkeit leisten kann und muss. Die Regierungen dieser Länder stehen auch positiv einem Ausbau der Kernkraftwerke gegenüber. Es wäre deshalb nicht verständlich, wenn ausgerechnet die Schweiz, deren Abhängigkeit vom Erdöl am ausgeprägtesten ist, eine andere Politik einschlagen würde. Auch unser Land ist darauf angewiesen, dass die notwendigen Kernkraftwerke erstellt werden können und dass auch in den achtziger und neunziger Jahren genügend elektrische Energie vorhanden ist, um die Wirtschaft in Gang zu halten und um Erdöl in einem gewissen Masse zu substituieren. Das sind die Realitäten, die man bei aller Diskussion um die Kernenergie nicht übersehen darf.

Die CVP hat schon 1974 in ihren Vorschlägen zu einer Gesamtenergiekonzeption für die Schweiz deutlich darauf hingewiesen, dass die Probleme unserer Energieversorgung als Ganzes gesehen werden müssen. Sie hat sich für eine sparsame Verwendung der Energie ausgesprochen und für eine vermehrte Anstrengung bei der Erforschung von Alternativenergien. Ebenso deutlich aber hat sie gefordert, dass die elektrische Energie mittel- bis langfristig einen höheren Anteil am Gesamtenergieverbrauch decken sollte als dies heute der Fall ist. In diesem Sinne hat sie verlangt, dass das Bewilligungsverfahren der Kernkraftwerke hinsichtlich der Kompetenzen zu vereinfachen und übersichtlicher zu gestalten sei und dass klare Entscheide in einem verantwortbaren zeitlichen Rahmen getroffen

werden können. Die CVP tritt für einen kontrollierten Ausbau der Kernenergie ein.

Die Kernenergie ist nur ein Teil des gesamten Energieproblems, aber ein sehr wichtiger. Wenn die nun vorgelegte Ergänzung des Atomgesetzes dazu beitragen kann, die bestehende Polarisierung zwischen Befürwortern und Gegnern, die sich lähmend auf die schweizerische Energiepolitik auswirkt, abzubauen, wenn sie des weitern das Bewilligungsverfahren übersichtlicher und im Effekt auch einfacher gestalten kann und wenn sie dazu beiträgt, dass einige Probleme, die die Öffentlichkeit im Zusammenhang mit den Kernkraftwerken beschäftigen, diskutiert und einer Lösung entgegengeführt werden können, dann hat diese Gesetzesergänzung einen Sinn und ist zu begrüßen.

Nach eingehenden Hearings und nach Besichtigungen von Entsorgungsanlagen in Deutschland und Frankreich hat unsere Kommission, wie das der Kommissionspräsident bereits festgestellt hat, die Vorlage des Bundesrates sehr eingehend beraten und in wesentlichen Punkten sogar noch verschärft. Persönlich frage ich mich, ob die Kommission mit dieser Verschärfung nicht etwas weit gegangen ist, was nämlich zur Folge haben könnte, dass der dringende Weiterausbau der Kernkraftwerke allzu lange verzögert werden müsste. Wir begrüßen es, dass das Bewilligungsverfahren nun wesentlich klarer geregelt ist; das Einspracheverfahren gegen die Erteilung einer Rahmenbewilligung ist in der Gesetzesergänzung umschrieben. Wenn dieses Verfahren auch etwas ungewöhnlich ist, kommt es doch einer Popularbeschwerde recht nahe, so könnte es doch nützlich sein, da jedermann seine Ansicht zum geplanten Bau eines Kernkraftwerkes darstellen kann. Es ist aber wichtig, dass diese Einwände ein begründetes Begehren enthalten und dass für Einsprachen auch verfügbare Beweismittel aufgebracht werden müssen. Das doppelte Einspracheverfahren – nämlich einerseits bei der Auflegung des Gesuches und dann wiederum bei der Veröffentlichung der Vernehmlassung und der Gutachten zum Gesuch – wird jedoch viel Zeit in Anspruch nehmen. Die Erteilung der Rahmenbewilligung wird an den Bedarfsnachweis geknüpft; dieser Bedarfsnachweis ist ebenfalls ein Novum und trifft einen Wirtschaftszweig ganz einseitig. Kein anderer Energieträger muss fünf bis zehn Jahre zum voraus nachweisen, dass sein Produkt dann gebraucht wird. Mit diesem Bedarfsnachweis ist denn auch die Elektrizitätswirtschaft nicht einverstanden. Wenn er trotzdem in dieser Gesetzesrevision Eingang findet, dann doch auch wiederum in erster Linie aus politischen Gründen. Wir wollen sicher sein, dass nur so viele Kernkraftwerke erstellt werden, wie für die Bedarfsdeckung notwendig sind, und in diesem Sinne befürworten wir diesen Bedarfsnachweis, obwohl wir uns bewusst sind, dass die Beurteilung des Energiebedarfes Jahre voraus eine äusserst schwierige Angelegenheit ist.

Eine weitere wichtige Neuerung, die diese Gesetzesergänzung bringt, ist die Lösung des Entsorgungsproblems. Die Rahmenbewilligung soll nur erteilt werden, wenn für die dauernde und sichere Entsorgung und Endlagerung der radioaktiven Abfälle Gewähr geboten ist. Dabei wird grundsätzlich vorgeschrieben, dass, wer radioaktive Abfälle erzeugt, diese auch zu beseitigen hat. Der Bundesrat regelt dabei die Einzelheiten.

Zu diesem Problem ist folgendes zu bemerken: Es ist zu begrüßen, dass die Frage der Entsorgung geregelt wird; es ist auch zu begrüßen, dass aufgrund der neuen Gesetzesbestimmungen nun ernsthafte Untersuchungen über ein Endlager für radioaktive Abfälle durchgeführt werden können. Es darf nicht mehr so sein, dass man dauernd auf ein ungelöstes Problem der Endlagerung hinweist, aber jegliche Aktivität, das Problem zu lösen, unterbindet. Die schweizerische Elektrizitätswirtschaft hat kürzlich ein Konzept für die Entsorgung und Endlagerung vorgelegt, das es verdient, ernst genommen und realisiert zu werden. Persönlich bin ich der Meinung, dass die Schweiz sehr gut auch den Weg anderer Staaten hätte wählen können, näm-

lich denjenigen, dass der Bund die Endlagerung der radioaktiven Abfälle auf Kosten der Erzeuger vornimmt. Ich denke dabei nicht zuletzt auch an einen Abschluss diesbezüglicher Staatsverträge mit dem Ausland. Ich bitte Sie daher, den entsprechenden Minderheitsantrag zu Artikel 10 zu unterstützen.

Nun noch ein Wort zu den Uebergangsbestimmungen. Die CVP-Fraktion begrüsst es, dass die bestehenden Werke Beznau und Mühleberg wie auch die im Bau schon weit fortgeschrittenen Werke Gösgen und Leibstadt von dieser Gesetzesänderung nicht betroffen werden. Für die Werke, die bereits über eine Standortbewilligung verfügen, muss der Bedarfsnachweis noch erbracht werden. Es ist nicht ganz einleuchtend, dass für diesen Bedarfsnachweis das gleiche, recht komplizierte Verfahren spielen soll, wie wenn es um die gesamte Rahmenbewilligung geht. In diesem Sinne wäre es zweckmässig, für diese Anlagen den Bedarfsnachweis in einem vereinfachten Verfahren durchzuführen.

Erlauben Sie mir noch eine Bemerkung zu dieser Gesetzesänderung. Sie ist politisch notwendig geworden, und sie betrifft zum allergrössten Teil Verfahrensvorschriften. Es liegt mir daran, festzustellen, dass durch diese Gesetzesergänzungen die Sicherheitsbestimmungen des Atomgesetzes in keiner Weise tangiert oder verbessert worden sind. Diese Bestimmungen sind so umfassend geregelt und ergeben einen derart hohen Sicherheitsstandard für die in der Schweiz zu bauenden Kernkraftwerke, dass in diesen Punkten eine Gesetzesergänzung auch nicht notwendig ist. Die Volksinitiative, deren Annahme praktisch zu einer Verunmöglichung des Baues neuer Kernkraftwerke führen würde und die sogar die laufenden Werke gefährden und bewirken könnte, dass auch die im Bau weit fortgeschrittenen Werke eventuell nie fertiggestellt werden könnten, wird vom Bundesrat, von der Kommission und auch von unserer Fraktion energisch abgelehnt. In den Uebergangsbestimmungen des Initiativtextes wird verlangt, dass das Konzessionsverfahren für alle Werke, die am 1. Juni 1975 im Bau oder Betrieb gewesen sind, ohne Volksabstimmung nachgeholt werden müsste. Dies würde die Werke Beznau, Mühleberg, Gösgen und Leibstadt betreffen, die alle am 1. Juni 1975 entweder in Betrieb oder aber im Bau waren. Trotz des Entfallens der Volksabstimmung besteht aber die Möglichkeit, dass die Konzession nicht erteilt wird und dass damit der Betrieb und der Bau eingestellt werden müssten. Dass solche Bestimmungen einfach untragbar sind, leuchtet ein. Was an berechtigten Anliegen in dieser Volksinitiative gefordert wurde, ist durch die Ergänzung zum Atomgesetz vollumfänglich erfüllt. Wenn noch weitergehende Forderungen erfüllt würden, wäre das die Abkehr von der Kernenergie. Damit hier nun endlich klare Verhältnisse geschaffen werden, ist es notwendig, dass die zur Ablehnung empfohlene Initiative sobald als möglich zur Volksabstimmung kommt. Das Schweizervolk soll dazu Stellung nehmen, ob es den weiteren Bau von Kernkraftwerken verhindern will oder aber eine dem Bedarf angepasste weitere Entwicklung dieser Energiequelle wünscht.

Zusammenfassend bitte ich Sie im Namen der CVP-Fraktion, auf die Ergänzungsvorlage des Atomgesetzes einzutreten, dem Postulat der Kommission zuzustimmen und die Volksinitiative abzulehnen.

Gerwig: Die sozialdemokratische Fraktion ist für Eintreten auf den Bundesbeschluss zum Atomgesetz. Sie betrachtet das in Frage stehende Gesetz als materiellen Gegenvorschlag zur eingereichten Volksinitiative und wird daher zu diesem Volksbegehren erst Stellung nehmen können, wenn beide Räte abschliessend das Gesetz behandelt haben. Die definitive Stellungnahme wird wesentlich davon abhängen, ob im Plenum wie in der Kommission Lösungen gefunden werden, deren erstes Gebot der Schutz des Menschen und seiner Umwelt vor jeglichen Gefahren der Atomenergie zum Inhalt hat. Sie hält die Anträge der Kom-

mission, ergänzt durch einige Zusatzanträge der Fraktion, für annehmbar, wesentliche Abstriche an den Beschlüssen der Kommission müssten aber sofort zu einer Neuüberprüfung der Auffassung der Fraktion führen. Wir begrüssen im übrigen auch die Entscheidung der Kommission, die Initiative Meizoz erst zu behandeln, wenn die Ergebnisse der Teilrevision vorliegen. Fast 20 Jahre nach Schaffung des Bundesgesetzes über die friedliche Verwendung der Atomenergie stehen die eidgenössischen Räte vor der allgemein unbestrittenen Tatsache, dass das Gesetz 1959 fast in jeder Beziehung revisionsbedürftig geworden ist. Eine kleine und wohl ungenügende Revision hat der Bundesrat letztes Jahr vorgenommen, als er die Haftung von 40 auf 200 Millionen erhöht hat. Meine Kollegin Doris Morf wird die Ueberweisung einer Motion beantragen, in welcher die unbeschränkte Haftung der Kernkraftwerkinhaber innert Jahresfrist verlangt wird. Sie übernimmt dadurch berechnete Anliegen, die unsere Fraktion bereits 1959 erfolglos, aber zu Recht vorgetragen hat. Die Euphorie über die in den fünfziger Jahren neu entdeckte Kernenergie, die als sauber, unproblematisch und ungefährlich galt, ist einem politisch, wirtschaftlich und gesellschaftspolitisch realistischen Denken gewichen. Stand 1959 trotz aller Bedenken unserer sozialdemokratischen Sprecher Huber und Spühler die Förderung der raschen Energieproduktion fast ausschliesslich im Vordergrund, so wird heute zu Recht der Schutz des Menschen in diesem Lande vor den vielfältigen Gefahrenquellen der Atomenergie als vordringlich erachtet. Wenn wir heute für Eintreten votieren, so vor allem, weil vom Bundesrat, von Bundespräsident Ritschard und der Kommission nach gewiss nicht leichten Auseinandersetzungen ernsthaft versucht worden ist, 1959 falsch gesetzte Schwerpunkte neu und anders zu gewichten, aus Fehlern zu lernen und Neues vorzuschlagen, das mithilft, das bedenklich gestörte Vertrauen vieler Bürgerinnen und Bürger neu zu gewinnen. Jedermann in diesem Lande, ob er nun nahe bei schon gebauten oder nur geplanten Atomkraftwerken wohnt oder nicht, ob bei ihm Atommüllanlagen vorgesehen sind oder nicht, muss wissen und darauf vertrauen können, dass der heutige Gesetzgeber nur klare Bestimmungen verabschiedet, die geeignet sind, im Sinne von Artikel 5 des Gesetzes einen maximalen Schutz von uns Menschen und jener der kommenden Generationen zu gewährleisten. Diese Bestimmungen sollten dazu da sein, dass bisher undurchsichtige und rechtlich unhaltbare Bewilligungsverfahren endlich formell und rechtmässig klar geregelt werden. Diese Bürger, von denen ich hier spreche – und es gibt sie nicht nur in bestimmten und betroffenen Regionen –, haben gerade nach den Erfahrungen der letzten Jahre ein Anrecht darauf, dass Vorschriften erlassen werden, welche bewirken, dass Rahmenbewilligungen nicht mehr nur von einer administrativen Behörde erteilt, sondern von einer politischen Behörde, vom Parlament kontrolliert und verweigert werden können. Dadurch allein wird schon dokumentiert, dass die zu treffenden Entscheide nicht nur verwaltungsintern, sondern, weil sie von grösster Bedeutung sind, auch hochpolitisch abgestützt sein müssen, das alles in Wahrung der neuen Tatsache, dass der Bau von Atomkraftwerken so eingeschränkt wird, dass nur bei absolut notwendigem Bedarf nach zusätzlicher Energie im Inland weitere Bewilligungen erteilt werden können und dass diese Bürger Anrecht auf Gesetzesbestimmungen haben, die verhindern, dass Atomkraftwerke bewilligt werden, bevor über die Entsorgungsfrage konkret gesprochen wird; ferner Gesetze, die so beschaffen sind, dass eine breite Grundlage für vermehrte Mitsprache der Bevölkerung vorhanden ist.

Nach den Vorschlägen der Kommission und jenen unserer Fraktion und Mitgliedern anderer Fraktionen ist zu hoffen, dass diese wichtige und richtige Teilrevision im Parlament Gesetzeskraft erlangen wird. Ein Scheitern dieser Teilrevision müsste zu bedenklichen Konsequenzen langfristig bei der Bevölkerung und zu einer echten Vertrauenslücke zwischen Behörden und Bürgern führen. Zu lange ist das

tiefe Misstrauen breiter Bevölkerungsschichten von uns Behörden und Experten nicht ernstgenommen worden. Zu lange sind legale demokratische Vorstösse, wie die Standesinitiativen der Kantone Basel-Stadt, Basel-Land und Aargau ohne jede Wirkung geblieben, sind Petitionen von Bürgern jeder Schicht und jeder Partei an uns, Proteste von alten und jungen Menschen, von Bauern und Arbeitern, in den Wind geschlagen worden, sind Mahner in dieser Frage als irregeleitet, Bürgerinitiativen als extrem und subversiv bezeichnet worden. Hunderte von Wissenschaftlern, die sich kritisch äusserten, sind als unwissenschaftlich, solche, die für die Atomenergie eintraten, als einzig zuständig betitelt worden. Selbst massive rechtliche Fehler wurden noch unter Bundesrat Bonvin durch die Nichtanwendung des Verwaltungsverfahrensgesetzes begangen und dadurch Rechte von direkt betroffenen Bürgern geschmälert. Diese Entscheide sind bekanntlich aufgehoben worden. Erst – und dies ist speziell bedauerlich, dass es soweit kommen musste – die rechtswidrige Besetzung von Kaiseraugst, wie man sich auch immer politisch zu ihr stellen mag, hat dazu geführt, dass die Notwendigkeit der vorliegenden Revision erkannt wurde. Noch immer aber wird – und wir haben es den Zeitungen entnehmen können –, durch die wesentlich betroffenen Wirtschaftsführer versucht, die Anträge dieses Gesetzesentwurfs zu bekämpfen und etwa vorzuschlagen, dem Bund zwar die schmutzige Entsorgung als Bundesaufgabe zu übertragen, ihm aber dort Rechte zu verweigern, wo es um Fragen des Energiebedürfnisses und um solche eines sicheren, ausführungsfähigen und konkreten Entsorgungsprojektes geht. Es geht aber nicht an, dort nur freie Marktwirtschaft zu propagieren, wo sie der Industrie Freiheiten lässt, dort aber den Staat einzuspannen, wo es um den gefährlichen Abfall dieser Freiheiten geht. Heute ist vor allem wichtig, ohne jede Emotion und ohne Rücksicht auf bereits Gebautes, Geplantes oder Nichtgeplantes, die Denkpause dieser Revision zu benützen, um folgende Grundsätze – ich sage das für die Fraktion – zu erkennen und gesetzlich zu verankern, die eigentlich selbstverständlich wären: keine weiteren Atomkraftwerke, wenn der Bedarf nach inländischer Energie nicht eindeutig und hinreichend bewiesen ist, keine weiteren Atomkraftwerke mehr, wenn nicht ausführungsfähige Projekte für die dauernde und sichere Entsorgung vorliegen, keine weiteren Atomkraftwerke mehr ohne Zustimmung der eidgenössischen Räte und keine weiteren Atomkraftwerke, ohne dass nicht das Bewilligungsverfahren im Sinne eines vermehrten Mitspracherechtes der Bevölkerung umgestaltet ist! Im Rahmen dieser Grundsätze ist es dann gleichgültig, ob es um Kaiseraugst, Graben, Verbois oder Hinwil geht; im Vordergrund stehen dann einzig und allein diese Voraussetzungen und nicht mehr der zufällige Standort eines geplanten Werkes. Bei dieser Festsetzung der Prioritäten ist es auch völlig verfehlt und unreal, dem Bürger das Grauen vor einem plötzlichen Energiemangel beizubringen. Obgleich heute noch ein Grossteil von Ueberschussenergie exportiert werden muss und obgleich die offiziellen Schätzungen ständig nach unten revidiert werden mussten, ist es auch unkorrekt, dem Arbeitnehmer Arbeitslosigkeit im Falle der Verzögerung des Baues neuer Werke anzudrohen, wo doch solche Folgen äusserst bestritten sind und obgleich selbst die Gewerkschaften als wohl wesentlichste Arbeitnehmervertreter warnen, den Bau von Atomkraftwerken unter diesem Gesichtspunkt voranzutreiben. Ebenso wäre es wenig einleuchtend, die Auslandsabhängigkeit von Erdöl in den Vordergrund zu stellen, wenn genau bekannt ist – dies täglich mehr –, dass Uran nicht nur immer teurer wird, sondern dass die Uranabhängigkeit (und das muss ich Herrn Albrecht sagen), wohl noch grössere Gefahren in sich birgt als die Erdölabhängigkeit.

Es wird unter einem neuen Gesetz einzig darauf ankommen dürfen, dass Bewilligungen nur erteilt werden, wenn eine absolute Sicherheit gegeben ist. Die geballte wirtschaftliche Macht der Elektrizitätswerke und ihrer Zuliefer-

firmen (in den massgebenden Verwaltungsräten gemeinsam verantwortlich) wird erkennen müssen – zu ihrem eigenen Vorteil –, dass im vorliegenden Gesetz nur die minimalen Selbstverständlichkeiten verlangt werden, die bereits nach Artikel 5 im Grunde genommen vorgesehen sind. Sie sollte erkennen, dass sie ansonsten von der Bevölkerung und ihren Politikern langfristig nicht mehr verstanden werden könnte. Wer heute kein modernes Atomgesetz will, muss damit rechnen, dass in absehbarer Zeit gesetzlich überhaupt keine Atomkraftwerke mehr möglich sind.

Der vorliegende Gesetzesentwurf ist – von Nuancen abgesehen – ein Ganzes, und es können nicht einzelne Abschnitte nach Belieben weggelassen oder wesentlich verändert werden, ohne dass sich für unsere Fraktion die Frage nach der grundsätzlichen Zustimmung wieder stellen wird.

Hier nun die wesentlichsten Punkte, die für unseren Konsens unabdingbare Voraussetzung sind. Die Fraktion hätte gerne als Bewilligungsbehörde für die Rahmenbewilligung die Bundesversammlung bezeichnet. Wir haben uns aber dem Kompromiss der Kommission anschliessen können, die Zuständigkeit der Bundesversammlung so zu regeln, dass ihr das Recht auf ein Veto zusteht. Weiter wird die Bewilligung vom strikten Energiebedarfsnachweis im Inland abhängig gemacht, wobei wir die Auffassung vertreten, dass der Passus, wonach dem Ersatz von Erdöl durch Kernenergie Rechnung zu tragen sei, wegzufallen hat, weil uns ansonsten die Bedarfsklausel als Bewilligungsvoraussetzung stark durchlöchert wird. Der Ersatz von Erdöl durch Kernenergie ist ohnehin problematisch, weil Erdöl heute weitgehend in Bereichen eingesetzt wird, wo ein Substituierung durch elektrische Energie sinnvollerweise nicht in Betracht kommen kann. Wir wollen keine Atomenergie für Raumheizung. Unabdingbare Voraussetzung für eine Rahmenbewilligung ist auch der Nachweis, dass für Entsorgung und Endlagerung ein ausführungsfähiges Projekt vorhanden ist. Die Bewilligung wird somit davon abhängen, dass der Gesuchsteller bereits das Gelände besitzt, das er hierfür benötigt und dass technisch diese Endlagerungen gesichert sind. Konzepte genügen nicht, die sind vorhanden, aber befördern Sie einmal diesen gefährlichen Atommüll in Konzepte, das nützt Ihnen nichts. Bundespräsident Ritschard hat sich erst kürzlich in dieser Beziehung in der Leserzeitung sehr deutlich geäussert. Er schrieb: «Ich muss konkrete und ausführungsfähige Projekte haben, es genügen mir Konzepte nicht.» Herr Bundespräsident Ritschard wird dies wohl heute auch wiederholen. Klarerweise stimmt unsere Fraktion auch den Uebergangsbestimmungen zu, welche besagen, dass die genannten Bewilligungsvoraussetzungen auch für die Werke Kaiseraugst, Verbois und Graben nötig sind. Unsere Fraktion wird – sie hat sich dazu durchgerungen – dem subsidiären Enteignungsrecht des Bundes zustimmen, aber nur, wenn in Artikel 3 Absatz 1bis ein klares und konkretes Projekt verlangt wird. Man wird in guten Treuen nicht ein ausführungsfähiges Projekt verlangen können, ohne dem Gesuchsteller die Möglichkeit der Prüfung von Atommüll-Anlagen zu gestatten. Unbestritten sind jene Artikel, welche das Einwendungsrecht der Schweizer Bürger gegen die Rahmenbewilligung des Bundesrates vorsehen.

Das sind die wesentlichsten Voraussetzungen, welche nach Auffassung unserer Fraktion gegeben sein müssen, damit wir dieser Teilrevision zustimmen können. Noch vieles bleibt ungelöst, der Totalrevision vorbehalten, wie auch viele Probleme im Zusammenhang mit Kernenergie gar nicht Gegenstand dieser Teilrevision waren. Immerhin wird das Gesetz, wenn es vernünftig durchgeht, dazu beitragen, Emotionen und Auseinandersetzungen abzubauen. Die Kernenergie – mit allen ihren Gefahren und Begleiterscheinungen, die unbestritten vorhanden sind, weil sonst dieses Gesetz ja gar nicht nötig wäre – vermag nicht nur energiewirtschaftliche Probleme zu lösen, sie ist auch zu einer grossen Hypothek in den Staaten geworden, die

Kernenergie verantwortungsbewusst einsetzen, denen es darum geht, sie nur zum Wohle der in ihnen lebenden Menschen zu verwenden. Viele Länder, ihre Regierungen und Politiker, haben das, ungeachtet ihrer Parteizugehörigkeit, spüren müssen. Ich denke an Schweden und auch an die Bundesrepublik. Die Anwendung von Kernenergie ist zu einer wirtschaftlichen, politischen und gesellschaftspolitischen Gratwanderung geworden. In der Schweiz wird das nicht anders sein, jetzt und in der Zukunft. Nur eine umfassende Gesamtenergiekonzeption, verbunden mit verfassungsrechtlich abgestützten Sparmassnahmen, wird mithelfen, dass wir von Erdöl und von Uran weniger abhängig sein werden. Mit diesem Gesetz versuchen wir erste Schritte in eine noch unbekannte Zukunft zu machen, in eine Zukunft, in welcher kein unbegrenztes Wachstum mehr möglich sein wird, in welcher wir Gefahren und Vorteile genau abwägen müssen. Die Gefahr einer Katastrophe für die Menschen unseres Landes im Falle von Fehlern unserer Politiker und Experten mag mathematisch sehr gering sein, jedoch ungeheuerlich für uns alle und für die zukünftigen Generationen, wenn die Katastrophe trotz den Wahrscheinlichkeitsrechnungen eintreten würde. Wenn wir uns bemühen, zur Sicherheit unserer Bürger extrem Sorge zu tragen, wenn wir mit allen Mitteln verhindern wollen, dass unsere Demokratie in einen Atomstaat verwandelt wird, wenn wir den Wunsch äussern, lieber nicht in die höchsten Sphären menschlicher Möglichkeiten vorzustossen, dann sind wir Sozialdemokraten keine Gegner des Fortschrittes, sondern wir sind verantwortungsbewusste Politiker eines hoffentlich fortschrittlichen Landes, wo Menschen ohne Angst und human leben können und leben sollen.

Dürrenmatt: Im Namen der liberalen und evangelischen Gruppe beantrage ich Ihnen, auf das revidierte Atomgesetz einzutreten. Unsere Gruppe stimmt im wesentlichen dem Gesetz zu, wie es aus den Beratungen der Kommission hervorgegangen ist. Zu einzelnen Positionen bestehen, wie in andern Gruppen auch, abweichende Auffassungen. Die Detailberatung wird Gelegenheit bieten, diese andern Meinungen darzulegen. Unsere Gruppe anerkennt, dass Bundesrat und Kommission in grosser, gründlicher und verantwortungsvoller Arbeit versucht haben, eine Materie gesetzgeberisch in den Griff zu bekommen, die aussergewöhnliche Aspekte bietet, ein Gebiet umfasst, das sich immer noch in Entwicklung befindet und nach verschiedenen Richtungen hin der Gesetzgebung überhaupt neue Dimensionen erschliesst. Ich gebe nur zu bedenken, dass sich für die Konzeption des Atomgesetzes nationale und internationale Kriterien überschneiden, dass grundsätzliche Fragen der freien Wirtschaft wie nicht weniger grundsätzliche Aspekte der wirtschaftlichen Verantwortung des Bundes zur Diskussion standen. Dabei ergaben sich nicht nur in manchen Fällen entgegengesetzte Grundstellungen, sondern auch verkehrte Fronten. Noch kaum zuvor hatten sich ähnliche Konfrontationen etwa zwischen den Begehren der Versorgung des Landes mit Energie und den nicht weniger gewichtigen nach Rücksichtnahme auf die menschliche Umwelt im allgemeinen in ähnlicher Schärfe gestellt wie gerade im Fall des Atomgesetzes. Die Erschliessung der atomaren Energie ist für unsere Volkswirtschaft ebenso bedeutsam wie die Forderung nach Schutz der Bevölkerung vor den Gefahren der Radioaktivität, und zwar in einem grenzüberschreitenden Umfang. Das Problem ist um so schwieriger zu bewältigen, als es sich mit berechenbaren und unberechenbaren Möglichkeiten der Gefahren mischt. Eben in diesem Punkt der Grenzziehung zwischen den berechenbaren und den unberechenbaren Gefahren liegt der Mittelpunkt der Problematik für den Gesetzgeber. Die Problematik wird noch besonders eindrücklich wenn man an die Situation denkt – das ist hier ja auch schon erklärt worden –, die sich vor 20 Jahren gestellt hat, als das erste eidgenössische Atomgesetz konzipiert worden ist. Was für eine Entwicklung liegt doch zwischen damals und heute! Dass die praktische Anwendung der Kernener-

gie neue, unerwartete Dimensionen eröffnete, wusste man schon damals, die Schatten der Atombombe wirkten noch. Trotzdem, in jenen späten fünfziger Jahren dachten die Menschen noch wesentlich unbekümmerter als heute über den technischen Fortschritt. Bestimmte Gegebenheiten, die später bei der Weiterentwicklung der angewandten Kernenergie eine Rolle spielten, waren nicht aktuell; es gab keine Oelkrise, und immer noch herrschte der technische Optimismus. Das Ausbeutungsrecht der Oelfelder schien fest in der Hand jener, die auch die politische Macht repräsentierten. Man wusste zwar, dass die Ausbeutung nicht unbegrenzt sein würde, man glaubte aber genügend Zeit zu haben, um mit jenen Sicherheitsproblemen fertig zu werden, die sich für den Bau der atomaren Werke stellten. Man wähte langfristig planen und koordinieren zu können. Weil man glaubte, die Dinge im Griff zu haben, beurteilte man vor allem mit ungebrochener Zuversicht die zukunftsweisenden Vorzüge der Kernenergie. Bis weit in die Kreise des Natur- und Heimatschutzes vertrat man die Meinung, mit dem Bau von Kernkraftwerken werde es möglich, unsere letzten Wasserkräfte zu schonen und weitere Eingriffe in das Landschaftsbild zu verhindern. Die allgemeine Entwicklung, die sich vom Ende der sechziger Jahre an – und was die Oelkrise betrifft, seit dem Herbst 1973 – abzeichnete, durchkreuzte die Hoffnungen auf ungestörte, optimistische Planung. Der Massenoptimismus gegenüber den Errungenschaften unseres technisch-wissenschaftlichen Zeitalters schlug in sein Gegenteil um. Die jetzige Revisionsarbeit am Atomgesetz sieht sich diesen Gegebenheiten der psychologischen wie der allgemeinen Situation gegenüber. Wir sollten uns aber bewusst bleiben, dass auch diese gegenwärtige Skepsis nicht das letzte sein wird. Die Warnungen vor dem unbedenklichen Planen, soweit sie mehr sind als zeitbestimmte Strömungen, hatten den Vorzug, Forschung und Wissenschaft zu zwingen, sich mit dem ganzen komplexen Problem der Sicherheit gründlich zu befassen. Der menschliche Geist und der Forschungsdrang des Menschen – das zeigt sich auch jetzt – wird durch Widerstände angeregt. Es braucht derartige Widerstände. Wir haben in unserer Gruppe den Eindruck, in der bisherigen Beratung habe sich die Nützlichkeit der Widerstände erwiesen. Im übrigen sollten wir uns aber auch bewusst bleiben, dass es erstens einmal im Leben keine absolute Sicherheit gibt und sodann dass die Problematik der Kernkraftwerke im Zusammenhang mit der gesamten Energieproblematik des Landes nicht isoliert werden darf. Ich erwähne ein einziges Stichwort, das bis jetzt nicht gefallen ist: die Oelkatastrophe in der Bretagne. Ich benütze die Gelegenheit, um die Interpellation zu begründen, die die liberale und evangelische Gruppe am 18. Januar dieses Jahres im Hinblick auf die Erklärung der sogenannten Gruppe von Bellerive eingereicht hat. Herr Vincent hat in seiner Weise diese Gruppe bereits vorgestellt. Diese Gruppe von Bellerive, die in der deutschen Schweiz kaum bekannt ist, entstand im Zusammenhang mit der grossen Beunruhigung, die der vorgesehene Bau des schnellen Brütters von Creys-Malville im französischen Departement Isère in der Westschweiz hervorgerufen hat. In atomaren Dimensionen gemessen befindet sich dieses Unternehmen in der Nähe der Schweizergrenze. Die Beunruhigung in der Westschweiz, vor allem in den Kantonen Genf und Waadt, hat ähnliche Ursachen wie jene Bewegung, die sich seinerzeit im Raume Basel gegen den Bau des atomaren Werkes Kaiseraugst wandte. Es war nicht nur der Umstand, dass damals das Werk Kaiseraugst mitten in der Agglomeration Basel vorgesehen war, sondern dass gleichzeitig sowohl in der schweizerischen wie in der benachbarten deutschen und französischen Umgebung ähnliche Bauten vorbereitet wurden. Eine ähnliche Situation bietet sich also für den Plan von Creys-Malville. Die um sich greifende Beunruhigung veranlasste ein Gremium von zehn Persönlichkeiten verschiedener Nationalität, sich unter der Bezeichnung «Gruppe von Bellerive» zusammenzuschliessen, eine grundsätzliche Erklärung zur Situation abzugeben und gleichzeitig eine ganz bestimmte

Initiative zu ergreifen. Die Erklärung von Bellerive – sie ist von schweizerischer Seite unterzeichnet von Prof. Jacques Freymond, von unserem Ständeratskollegen Olivier Reverdin und vom Schriftsteller Denis de Rougemont – macht zunächst darauf aufmerksam, dass seit ungefähr dem Beginn der siebziger Jahre die rapide Entwicklung des technischen Fortschrittes zahlreiche Erscheinungen gezeitigt hat, deren Hauptmerkmal durch alle möglichen Varianten von Zweifel, von Furcht, von dem technischen Optimismus entgegengesetzten Bewegungen gezeichnet ist. Der Plan des atomaren Werkes von Creys-Malville bildete den äusseren Anlass, um vor allem die Bevölkerung von Genf in hohem Masse zu sensibilisieren. Dabei stellen die Verfasser der Erklärung von Bellerive fest, dass sich unversöhnliche Lager gebildet haben, von denen jedes nur auf seine eigenen Thesen und Argumente schwört. Ein sinnvolles Gespräch scheint nicht mehr möglich. In dieser Situation und mit dem ausdrücklichen Hinweis darauf, dass das gesamte Problem der angewandten Kernenergie viel komplexer ist, als das in der heutigen Entweder-Oder-Situation spürbar wird, regen die zehn Persönlichkeiten der Erklärung von Bellerive an, es sei der Moment gekommen, sich um eine objektive Annäherung der Standpunkte zu bemühen. Die Initiative der Gruppe von Bellerive regt an, es müssten in allen Staaten – also auch in der Schweiz –, in denen die Frage der Kernkraftwerke diskutiert wird, kleine Gremien von Persönlichkeiten aus Wissenschaft, Wirtschaft, Politik und Verwaltung gebildet werden, um den ganzen Komplex zu entemotionalisieren. Die Mitglieder dieses Gremiums müssten aus Persönlichkeiten ausgesucht werden, die im Rufe unbestechlicher Objektivität stünden.

Wenn ich darauf aufmerksam machen darf, dass der Entwurf des revidierten Atomgesetzes schliesslich von unserer Kommission einstimmig angenommen worden ist, obwohl die Kommission Vertreter höchst unterschiedlicher Auffassungen umfasste, so dürfte damit bewiesen sein, dass ein derartiges Entemotionalisierungsverfahren eine Chance und einen Sinn hätte. Die liberale und evangelische Gruppe wäre daher dem Bundesrat dankbar dafür, wenn er sich zu den Anregungen der Gruppe von Bellerive ganz allgemein äussern würde und wenn er darüber hinaus erklären könnte, er sei bereit, in irgendeiner Weise an jener Anregung mitzuarbeiten, die verlangt, dass auch in unserem Lande auf die Gründung eines sachlich ausgewiesenen, objektiven Gremiums abgezielt wird.

Baumann: Wenn wir auf die Ergänzung des Atomgesetzes vom 23. Dezember 1959 gemäss Botschaft vom 24. August 1977 eintreten, so drängt es uns, zur vorliegenden Revision einige grundsätzliche Bemerkungen zu machen.

Die SVP hätte es begrüsst, wenn die Arbeiten der Expertengruppe für die Totalrevision rascher vorangetrieben worden wären, so dass wir heute über eine umfassende Vorlage hätten diskutieren können.

Die Probleme, die sich der friedlichen Nutzung der Kernenergie stellen, haben politisch eine derartige Aktualität und Bedeutung erlangt, dass es uns richtig erscheint, nachdem die Totalrevision nicht bereit ist, wenigstens eine Teilrevision vorzunehmen, die einige wichtige Fragen vorweg einer Lösung zuführt. Die Vorschläge, welche Bundesrat und Kommission unterbreiten, stellen in diesem Sinne mögliche Lösungen dar.

Die Vorlage beinhaltet fünf Schwerpunkte: Rahmenbewilligung als Grundsatzentscheidung, Mitspracherecht der Bevölkerung, Zuständigkeit (Bundesrat, Bundesversammlung), Bedarfsnachweis unter Berücksichtigung der Substitution von Erdöl und die Frage der radioaktiven Abfälle (Zwischenlagerung, Endlagerung).

Positiv zu werten ist die Tatsache, dass mit der Schaffung einer Rahmenbewilligung eine Rechtsunsicherheit beseitigt wird, die bis anhin bestanden hat, weil die Standortbewilligung im derzeitigen Gesetz nicht geregelt war und sich auf Gewohnheitsrecht abstützte. Die Rahmenbewilligung tritt anstelle dieser Standortbewilligung und definiert

das Bauvorhaben in seinen Grundzügen; sie kann deshalb als Grundsatzbewilligung aufgefasst werden, mit der grundsätzlich entschieden wird, ob an einem bestimmten Standort eine Atomanlage eines bestimmten Systems, einer bestimmten Leistung und Grösse mit einem bestimmten Kühlsystem gebaut werden kann.

Weil es sich bei diesen Anlagen praktisch immer um Vorhaben von nationaler Bedeutung handelt, ist es richtig, dass der Bund zuständig ist, solche Entscheide zu fällen, welche Kantone und Gemeinden binden, (Art. 1 Abs. 4). Damit würde die Unsicherheit über die Zuständigkeiten, die bisher bestanden hat, und die das Bundesgericht in den Fällen Kaiseraugst und Verbois beschäftigt hat, endgültig beseitigt. Damit würde auch den Begehren nach einer Vereinheitlichung des Bewilligungsverfahrens für Atomanlagen Rechnung getragen, wie dies die Kantone Aargau, Basel-Land und Basel-Stadt in ihren Ständesinitiativen verlangen. Die SVP unterstützt Anträge, die in diese Richtung gehen.

Zu begrüssen ist ferner, dass die Bevölkerung durch ein geeignetes Verfahren ein erhöhtes Mitspracherecht vor dem Entscheid über den Bau einer Atomanlage eingeräumt wird. Immerhin muss hier Sorge getragen werden, dass das Fuder nicht überladen wird und dass durch diese demokratischen Elemente infolge Ueberforderung des Staatsapparates überhaupt keine Entscheide mehr zustande kommen. Die an sich begrüssenswerten Rechte der Bevölkerung müssen in der Praxis auch praktikabel bleiben.

Es gibt in unserem demokratischen Rechtsstaat das Prinzip der Gewaltenteilung, welches – was Sie alle sicherlich bereits bestens wissen – besagt, dass die gesetzgebende Behörde die Gesetze erlässt und die ausführende dieselben vollzieht. Der Vorschlag des Bundesrates, wonach die Exekutive die Rahmenbewilligung erteilt, hätte diesem Prinzip entsprochen und eine klare Ordnung bedeutet. Wenn nun die Kommission ein Genehmigungsrecht des Parlamentes vorschlägt, so tat sie das vor allem aus praktischen Gründen.

Obwohl wir uns bewusst sind, dass damit das Prinzip der Gewaltentrennung mindestens geritzt wird, stimmt die SVP-Fraktion diesem neuen Instrument zu.

Das gleiche ist auch vom neu vorgesehenen Bedarfsnachweis zu sagen. Die Mehrheit unserer Fraktion stimmt ihm grundsätzlich zu, obwohl wir nicht verkennen, dass auch diese Neuerung nicht ganz unproblematisch ist. Der Bedarfsnachweis widerspricht nämlich dem Gleichheitsprinzip, da er nur einen von mehreren Energieträgern trifft. Er könnte sich auch als Hemmschuh gegen die Bemühungen erweisen, Erdöl durch elektrische Energie zu ersetzen.

Eine Minderheit unserer Fraktion ist denn auch der Meinung, dass der Bedarfsnachweis an sich unnötig ist, da es schon bisher kaum jemandem eingefallen ist, neue Kraftwerke zu bauen, ohne dass diese nötig gewesen sind. Insbesondere die Kantone, die einen grossen Teil der bestehenden Elektrizitätswerke tragen, wären aber zweifellos besser in der Lage, den Bedarf abzuschätzen als eine neu zu schaffende Bundesinstanz. Zudem muss dann der Bund auch die Verantwortung für eine ausreichende Energieversorgung übernehmen.

Wenn der Bedarfsnachweis aber schon eingeführt werden soll, so ist es wichtig, dass die Substitution von Erdöl berücksichtigt wird. Ueber kurz oder lang kommt eine neue Erdölkrise auf uns zu. Es sollten alle Anstrengungen unternommen werden, um dieser wirksam begegnen zu können. Alle andern verfügbaren Energieträger sollten eingesetzt werden, um von der einseitigen Erdölabhängigkeit wegzukommen. Dazu gehört ohne Zweifel auch die Kernenergie, die insbesondere im Zusammenhang mit Fernwärmeverbündungen geeignet ist, einen ins Gewicht fallenden Beitrag zu leisten. Deshalb sollten wir dafür sorgen, dass diesem Anliegen im Gesetz Rechnung getragen wird und die entsprechende Bestimmung bestehen bleibt.

Als weiteres Kriterium für die Erteilung einer Rahmenbewilligung hat die nationalrätliche Kommission im Gegen-

satz zum Bundesrat das Vorliegen eines Projektes für die dauernde sichere Entsorgung und Endlagerung radioaktiver Abfälle vorgesehen. Das Problem der radioaktiven Abfälle ist wohl dasjenige, welches unsere Bevölkerung gegenwärtig am meisten beschäftigt. Es ist deshalb politisch sicher richtig, wenn es auch in der Atomgesetzrevision angepackt wird. Mit Genugtuung haben wir davon Kenntnis nehmen dürfen, dass die Elektrizitätswirtschaft ein detailliertes, durchdachtes Entsorgungskonzept erarbeitet und der Öffentlichkeit vorgestellt hat. Dieses zeigt, dass das Problem auf dem Weg zur Lösung einen gehörigen Schritt vorangekommen ist. Es geht nun darum, ein Entsorgungsprojekt zu schaffen. Hierzu ist es aber vor allem nötig, dass jene Kreise, die am lautesten schreien, das Problem sei noch nicht gelöst, ihre bisherige sehr zwiespältige Haltung aufgeben und die Suche nach geeigneten Standorten nicht weiter behindern.

Das Problem der radioaktiven Abfälle ist zentral. Es ist zu überlegen, ob deren Beseitigung nicht zur Bundesaufgabe erklärt werden sollte, wobei selbstverständlich die Verursacher die Kosten zu tragen hätten. Da es sich um eine langfristige Aufgabe handelt, welche die Lebensdauer der Kraftwerksgesellschaften überdauert, müssten gerade jene Kreise, die so sehr um die Sicherheit der Kernenergieanlagen bangen, für diese Lösung eintreten, die auch in den meisten ausländischen Staaten angewendet wird. Wenn aber die Erzeuger der Abfälle, wozu auch die staatlichen Spitäler und Forschungsanstalten gehören, verantwortlich bleiben sollen, so muss im Gesetz dafür gesorgt werden, dass ein einfaches Verfahren besteht, um einen geeigneten Ort für die Errichtung eines Abfallagers zu suchen, um die nötigen Untersuchungen im Gelände vornehmen zu können. Um den am besten geeigneten Ort für den Bau des Abfallagers wählen zu können, ist möglicherweise das Enteignungsrecht nötig, das aber nun als letzte Lösung vorgesehen werden soll, wenn alle anderen Möglichkeiten versagen.

Unbefriedigend ist, dass auch Anlagen, die bereits über eine Standortbewilligung verfügen, dem neu zu schaffenden Recht unterstellt werden sollen. Damit wird rückwirkendes Recht geschaffen, was rechtsstaatliche Bedenken ruft. Es scheint aufgrund der Ausführungen in der Botschaft (S. 33 oben) noch viel zu wenig abgeklärt, was passiert, wenn einem Werk mit Standortbewilligung die Rahmenbewilligung aufgrund der neuen Kriterien verweigert wird. Die Entschädigungsfrage ist bisher ungenügend behandelt worden, und es könnte sehr wohl der Fall eintreten, dass der Bund mit Entschädigungsforderungen von mehreren hundert Millionen Franken konfrontiert würde. Wer in guten Treuen, gestützt auf rechtskräftige Bewilligungen grosse Aufwendungen getätigt hat, hat sicherlich Anspruch auf Entschädigung, wenn sich diese Aufwendungen infolge neuer gesetzlicher Bestimmungen nachträglich als unbrauchbar erweisen. So einfach, wie dies der Bundesrat auf Seite 33 der Botschaft tut, lässt sich das Problem nicht vom Tisch wischen.

Wenn aber für Werke mit Standortbewilligung die Rahmenbewilligung als notwendig erachtet wird, so ist es das mindeste, dass das einzige Kriterium für diese Werke – der Bedarfsnachweis – in einem vereinfachten, beschleunigten Verfahren geprüft wird, um weitere Verzögerungen für jene Werke, welche in der technischen Planung weit vorangeschritten sind und bei denen jeder Monat Verspätung in die Millionen geht, möglichst vermieden werden können.

Eines aber muss noch klar gesagt werden: Wie immer das Atomgesetz in Zukunft aussehen wird, es darf kein Gesetz zur Verhinderung der friedlichen Verwendung der Kernenergie in der Schweiz werden. Wenn der Bau von Kernkraftwerken in der Schweiz verhindert oder so stark erschwert wird, dass praktisch keine Werke mehr gebaut werden können, so hat dies auf unsere Wirtschaft schwerwiegende Folgen. Einerseits bringt schon der Bau von Kernkraftwerken in der Schweiz eine gehörige Verbesserung der Beschäftigungslage. Nach Ermittlungen der BBC

braucht es in der Schweiz für die Erstellung eines Kernkraftwerkes einen Arbeitsaufwand von 7,5 Millionen Arbeitsstunden. Daraus resultiert die Beschäftigung für mindestens 1500 bis 2000 Arbeitskräfte in der Schweiz. Im Zeitpunkt des grössten Arbeitsanfalles sind pro zu erstellende Anlage ungefähr 2500 Personen beschäftigt. Werden nun keine weiteren Kernkraftwerke mehr gebaut, ja werden die Arbeiten an bereits bewilligten oder in Aussicht gestellten Anlagen eingestellt, so ist es für die schweizerische Wirtschaft ausserordentlich schwierig, kurzfristig andere Arbeitsplätze für diese Leute zu schaffen. Entlassungen wären wohl kaum zu umgehen. Dazu kommt, dass unsere Industrie und unsere Dienstleistungsunternehmen sich auf dem Gebiete der Kernenergie einen ausserordentlich hohen Wissensstand angeeignet haben. Würde nun ein Unterbruch ihrer Beschäftigung erfolgen, so würden diese Fachleute für Kernenergie abwandern und unserem Lande verloren gehen.

Wir werden also auch in Zukunft auf die Bereitstellung vermehrter Energie angewiesen sein. Unsere Gesetzgebung darf deshalb im Interesse unseres Landes niemals so aussehen, dass die Kernenergie verhindert wird.

In diesem Sinne ist die SVP bereit, auf die Revisionsvorlage einzutreten. Sie kann sich auch mit der Ausgestaltung des Revisionsentwurfs im grossen und ganzen einig erklären. Der Entwurf enthält zwar einige Elemente, die zum Teil unserer Vorstellung einer freien Wirtschaftsordnung und zum Teil dem Prinzip der Gewaltenteilung widersprechen. Aus politischen Gründen, die auch wir nicht verkennen, müssen wohl einige Elemente, die in dieser Richtung gehen, geschluckt werden. Die SVP wird sich indessen vorbehalten, zu gewissen Problemen eigene Änderungsanträge zu stellen oder bereits vorgebrachte Anträge zu unterstützen. Auf jeden Fall aber sind wir dagegen, dass der vorliegende Entwurf im Sinne einer weiteren Erschwerung der friedlichen Nutzung der Kernenergie noch verschärft wird. Entsprechende Anträge müssten wir strikte bekämpfen.

Die Fraktion lehnt die Volksinitiative zur Wahrung der Volksrechte ab. Eine Annahme der Initiative würde unübersehbare wirtschaftliche und finanzielle Konsequenzen auslösen. Ferner werden wir den Ordnungsantrag Baechtold ablehnen.

Mit diesen Bemerkungen beantragen wir Eintreten auf die Vorlage.

Jaeger: Im Jahre 1972 habe ich zum erstenmal eine Motion eingereicht und den Bundesrat beauftragt, die Atomgesetzgebung zu revidieren. Ich wurde damals von Bundesrat Bonvin in die Wüste oder zumindest nach Hause geschickt mit meinem Vorstoss. Ich habe mich aber nicht eines Besseren belehren lassen und habe im Jahre 1975 nochmals eine Motion eingereicht mit ähnlichen Absichten. Ich muss indes gestehen, dass ich damals nicht gedacht hätte, dass es sich bei diesem Geschäft einmal um ein Geschäft von derartiger politischer, ökonomischer und gesellschaftlicher Tragweite handeln könnte, um ein Geschäft, das in der Eintretensdebatte gegen 40 Redner auf den Plan zu rufen vermochte.

Wir haben in den letzten Jahren einiges miterlebt in der Angelegenheit der Kernenergie, wir haben Demonstrationen miterleben müssen in Kaiseraugst und in Gösgen; wir haben gesehen, dass es zu Eruptionen gekommen ist, die – ich glaube zu Recht – von uns verlangten, nach dem «Warum» zu fragen. Wir mussten doch zugeben, dass im Bereich der Energiepolitik und insbesondere im Bereich der Kernenergie ein Defizit an Recht, ein Defizit an Demokratieöglichkeiten bestanden hat. Es wäre verfehlt, nachträglich die Schuldfrage zu stellen, denn es ist ganz klar, dass im Bereich dieser Problematik die technische Entwicklung fortgeschritten ist, dass neue Erkenntnisse, neue Zweifel entstanden sind, dass auch in der Bevölkerung ein Prozess der Sensibilisierung sich abgezeichnet hat und dass andererseits die Planung und die Realisierung von Atomkraftwerken von einer zeitlich wie sachlich un-

geheuer grossen Dimension sind. In einer solchen Situation musste bald einmal der Zustand eintreten, dass die vorhandenen Normen nicht mehr in der Lage waren, die zu regelnden Tatbestände einzufangen oder abzudecken. Die Schuldfrage könnte allenfalls noch gestellt werden, indem wir uns fragen, warum denn wir Politiker so langsam geschaltet haben, warum der Lernprozess mehr als sechs Jahre gebraucht hat. Wir müssen ehrlicherweise auch zugeben, dass in diesem Parlament Eingaben, Petitionen, Motionen und Interpellationen nichts erreicht haben, keine Diskussionen auslösen konnten, sondern dass es zuerst die Eruptionen draussen in der Bevölkerung gebraucht hat, bis wir uns zu einer Grundsatzdebatte zusammengefunden haben.

Ich möchte darauf hinweisen, dass sich die Situation inzwischen geändert hat: Der Bundesrat legt heute eine Gesetzesrevision vor, das Parlament berät darüber und eine Kommission hat sich in mehr als 20 Sitzungstagen zu einem Kompromiss durchgerungen. Auch Volksbegehren liegen auf dem Tisch des Hauses. Ich würde meinen, dass heute die Demokratie gespielt werden kann. Wir sehen das auch daran, dass aus vielen Demonstranten heute Initianten geworden sind und dass anstelle der Demonstranten heute Initianten den Ton angeben.

Im Zusammenhang mit der Diskussion über die Kernenergie stellen wir fest, dass es in einer ersten Phase – es sind drei Phasen zu unterscheiden – vor allem um wirtschaftliche Einwände gegangen ist. In einer zweiten Phase dann waren es ökologische Bedenken; heute, in der dritten und – wie ich hoffe – letzten Phase sind es auch gesellschaftspolitische Überlegungen, die zum Thema Kernenergie gemacht werden müssen. Das Thema Kernenergie hat nun ganz einfach – ob wir das wollen oder nicht – eine gesellschaftspolitische, eine staatspolitische Dimension, wie dies auch Herr Kohn immer wieder betont, angenommen, an der wir ganz einfach nicht vorbeisehen können.

Noch ein Wort zu den Wissenschaftlern, die immer wieder zitiert werden, von beiden Seiten. Es gibt Wissenschaftler – wir müssen das ganz einfach sehen –, die von einem fast naiven und blindgewordenen Vertrauen in die Sicherheit der Kernenergie beseelt sind. Es gibt andererseits Wissenschaftler – ich gebe das durchaus zu –, die in jedem A-Werk den konservierten Tod sehen. Ich hätte es eher mit jenen Wissenschaftlern, die das Wort befolgen, das Bertold Brecht dem grossen Mathematiker Galilei in den Mund gelegt hat: «Wir sollten alles, alles immer wieder in Frage stellen.» Dies ist die wissenschaftliche Ethik, die meines Erachtens auch hilft, praktische Probleme zu lösen. Wir haben in den Hearings feststellen können, dass es zu jeder wissenschaftlichen Position, die beruhigt, eine andere, eine Gegenposition gibt, die wieder beunruhigt, die wieder in Zweifel stellt. Hier sollte nach meiner Auffassung darum das Motto zum Spielen kommen: Im Zweifel nicht, oder zumindest so, wie die Kommission es in ihren Arbeiten zum Ausdruck gebracht hat: Im Zweifel zumindest Vorsicht. Wegleitend für die Arbeit der ganzen Kommission war immer die Suche nach einem Maximum oder nach möglichst viel Sicherheit in Fragen der Kernenergie. Ich würde noch beifügen: Hinzu kam die Suche nach möglichst grosser Vertiefung und Verwesentlichung der Mitsprachemöglichkeiten im Bereich der Kernenergie.

Zum bundesrätlichen Vorschlag haben wir und andere verschiedene Kritiken angebracht. Wir haben damals gesagt, dass die Entscheidungsinstanz nicht der Bundesrat bleiben dürfe. Wir haben gesagt, dass die Bewilligungsvoraussetzungen zu vage formuliert seien, die Parteistellung zu wenig klar geregelt und die Versicherungsfrage sogar ungelöst sei. In den Beratungen der Kommission konnten verschiedene Verbesserungen angebracht werden. Es konnten wichtige Mängel beseitigt werden. Ich denke vor allem an das Bewilligungsverfahren. Denn wenn wir schon zugestehen, dass die Fragen der Kernenergie eine gesellschaftspolitische Tatsache sind, dann dürfen wir diese Fragen nicht dem Willen und dem Entscheidungsbereich dieser Gesellschaft entziehen. Wir müssen dafür sorgen,

dass die politische Abstützung möglichst breit gestaltet wird. Wir können uns jetzt – obwohl ich auch die Bundesversammlung als Bewilligungsinstanz bevorzugt hätte – mit dieser Kompromissregelung des Genehmigungsentscheides durch die Bundesversammlung einverstanden erklären. Wir stellen fest, dass verschiedene andere wesentliche Mängel, wie zum Beispiel eben die mangelhafte, unklare Parteistellung, ebenfalls verbessert werden konnten; auch das Bewilligungsverfahren konnte sicher in entscheidenden Fragen verbessert werden.

Gestatten Sie mir immerhin, dass ich jetzt auf drei wesentliche Punkte eintrete. Ich möchte die Stichworte erwähnen: Bedürfnisnachweis, Entsorgung und Haftpflicht – Stichworte, die heute morgen bereits diskutiert worden sind und wo meines Erachtens eben die Verbesserungen noch zu wenig konkret, wenig befriedigend ausgefallen sind.

Zunächst zum Bedürfnisnachweis. Es gibt auch jetzt noch sehr viele Bürger in unserem Staat, die einen solchen Bedürfnisnachweis mit Hinweis auf die Handels- und Gewerbefreiheit ablehnen. Hier liegt nach meiner Auffassung ein Missverständnis vor, denn die wirtschaftliche Freiheit, die ja unter der Fahne der marktwirtschaftlichen Ordnung angerufen wird, kann nach meiner Auffassung nicht für einen Wirtschaftsbereich in Anspruch genommen werden, der unbestrittenerweise durch und durch monopolisiert ist. Hier handelt es sich doch um einen Widerspruch. Das kommt mir so vor, wie wenn man für das Fussballspiel Rugby-Regeln anwenden wollte; das will ja auch niemand.

Dann ein zweites Stichwort im Zusammenhang mit dem Bedürfnisnachweis – es wurde auch davon gesprochen –: Substitution. Ich habe nichts gegen die Substitution von Erdöl; denn auch wir kennen die Gefahren im Zusammenhang mit dem zunehmenden Verbrauch fossiler Brennstoffe. Auch wir haben von diesen Katastrophen gehört und sind unruhig wie sicher alle; aber ich stelle doch die Frage: Sollen wir einen Energieträger mit problematischen Auswirkungen, der uns abhängig macht vom Ausland, von nicht regenerierbaren Ressourcen, durch einen anderen Energieträger ersetzen, der uns wiederum abhängig macht und der sich wiederum abstützt auf nicht regenerierbare Ressourcen? Zumindest die Formulierung in diesem Gesetz, «insbesondere Erdöl durch Kernenergie zu ersetzen», scheint mir eine sehr weitgehende Privilegierung eines einzelnen Energieträgers zu sein. Dies richtet sich überhaupt nicht gegen den notwendigen Ersatz von Erdöl durch neue, durch andere Energieformen. Ich möchte auch davor warnen, dass eine solche Formel nicht zu einem «offenen Tor» werden darf für irgendwelche, auch überrissene, Bedarfsprognosen, und wir müssen doch aufpassen, dass, wenn wir schon eine solche Bestimmung machen, wir nicht eine Alibiübung vornehmen, sondern tatsächlich einen Sicherheitsriegel schieben, der tatsächlich einen echten Bedarfsnachweis möglich macht.

Nun noch ein Wort – ich habe es bereits angetönt – zur Frage der Entsorgung. Hier geht es ja immer wieder um die Gretchenfrage: Ist die Frage der Entsorgung «lösbar», ist sie «gelöst»? Die Entsorgung, die Endlagerung der nieder- und mittelradioaktiven Abfälle, diese Probleme, wurde uns gesagt, seien gelöst, und man sagte auch, dass die Endlagerung der hochradioaktiven Abfälle lösbar sei; aber lösbar im wissenschaftlichen Jargon heisst, in Modellen, auf dem Reissbrett, in Konzepten lösbar; oder wie das der Herr Kommissionspräsident bereits gesagt hat: Lösungen, die praktiziert wurden, gibt es nicht; dies hat man uns auch von kompetenter Seite gesagt. In einer solchen Situation ist es sicher an uns verantwortungsbewussten Politikern, konkrete Projekte zur Lösung des Problems zu verlangen, und ich bin froh, ich danke Herrn Bundespräsident Ritschard, dass er vor einigen Tagen oder vor einigen Wochen sagte, dass er eben auch nicht nur diese Konzepte wolle, wobei ich gleich beifügen möchte: Ich bin natürlich sehr dafür, dass man solche Konzepte macht; aber es reicht nicht, es braucht mehr, es braucht ausführungsfähige, konkrete Projekte. Wenn man uns dann sagt, diese hoch-

radioaktiven Abfälle würden ja erst im Jahre 1990 anfallen, und bis dahin liessen sich diese Probleme schon lösen, dann muss ich entgegnen: Wenn Sie ein Haus bauen und dieses erst in drei Jahren fertig ist, dann müssen Sie die Finanzierung ja auch heute sicherstellen. Sie können nicht einfach sagen: Ja, ich kriege dann das Geld schon noch irgendwoher.

Und noch etwas zur Mitbestimmung im Zusammenhang mit den Versuchsbohrungen, den Lagerstätten, der Erforschung, der Suche nach solchen Projekten. Da wird uns vorgeworfen – ich muss diesen Vorwurf allerdings zurückweisen –, wir würden solche Versuche verhindern. Aber ich frage nun die Vertreter der Minderheit zu diesem Punkt an, vor allem zum Beispiel Herrn Kollege Albrecht, aber auch Herrn Kollege Weber, vielleicht auch den verehrten Vizepräsidenten, Herrn Generali: Würden Sie sich in Ihren Kantonen einsetzen für die Realisierung einer solchen Endlagerungsstätte? Ich möchte gerne Ihre Antwort hier vorne hören; denn das ist wirklich ein grosses Problem, das eben auch hier wieder mit Mitbestimmung zu tun hat.

Das Problem Haftpflicht werden wir in der Detailberatung noch eingehend besprechen können. Ich habe auch hier Vorschläge eingereicht, die allerdings auf die Separatgesetzgebung verwiesen worden sind.

Darf ich abschliessend eine Gesamtbeurteilung der Kommissionsarbeiten vornehmen? Ich möchte ausdrücklich festhalten, dass für mich als Parlamentarier die Arbeit in dieser Kommission ein Erlebnis gewesen ist. Wir haben unterschiedliche Auffassungen gehabt, die Funken haben etwa gestoben, und Herr Bundespräsident Ritschard hat mir Sprüche beigebracht, die ich dann auch wieder weiterverwenden konnte. Ich bin ihm dafür dankbar. Aber ich glaube, die Kommissionsauseinandersetzungen, obwohl die unterschiedlichsten Auffassungen vertreten worden sind, waren fair; sie haben in einer Atmosphäre der gegenseitigen Achtung stattgefunden, und ich möchte auch sagen: Diese Kommission hat gesetzgeberische Arbeit geleistet. Man sagt immer, das Parlament wäre nur Vollzugsorgan für die Gesetzgebung des Bundesrates. Hier aber hat eine Kommission konkrete Verbesserungen und tiefgreifende Veränderungen vorgebracht, und ich würde beifügen, dass das Zwischenergebnis, das jetzt herausgekommen ist, eine echte, eine tragbare, eine diskutabile Grundlage sein kann für die Beratungen hier im National- und dann auch im Ständerat. Aber ich muss Ihnen sagen, Herr Schär und ich haben uns mit Bezug auf die Volksinitiative der Stimme enthalten, weil auch wir die Endergebnisse in diesen Beratungen abwarten wollen. Diese Vorlage könnte ein echter, ein faktischer Gegenvorschlag sein; aber ich bitte Sie jetzt doch, nicht zu demontieren, nicht einfach darauf hinzuweisen: Ja, diese Volksinitiative wird ja ohnehin abgelehnt. Ich meine, das wäre zu billig; denn erstens lösen wir mit der Ablehnung einer solchen Initiative die Probleme noch nicht, und zweitens müssen wir uns bewusst sein: Mit einer wenig mutigen Revision dieses Gesetzes würden wir zahlreiche Leute, die heute für diese Gesetzesrevision eintreten, nachher wieder ins Lager der Initianten zurückführen; der Oppositionsbogen in diesen Fragen – darauf möchte ich hinweisen – ist doch recht weit gespannt. Ich möchte Sie also im Namen unserer Fraktion bitten, auf diese Teilrevision des Atomgesetzes einzutreten und der mittleren Linie, die wir eingeschlagen haben innerhalb der Kommission, zu folgen.

Haller: Bei der Stellungnahme zu den Kernkraftwerken unterscheiden wir doch im grossen und ganzen vier Gruppen. Die eine Gruppe hat volles Vertrauen in die Kernenergie, die zweite Gruppe ist nicht direkt dagegen, aber sie wollen die Kartwerke nicht vor der eigenen Haustüre haben, die dritte Gruppe ist dagegen aus begreiflicher und verständlicher Sorge um das Nachher, um die Entsorgung, das verstehen wir. Die vierte Gruppe ist eher der kleine, aber harte Kern der Gegner, dem es mehr darum geht, sein politisches Süppchen zu kochen; diese Gruppe

ist auch in andern Belangen immer wieder anzutreffen. Ich gehöre zur ersten Gruppe. Ich habe seit 20 Jahren mit den Elektrizitätswerken zu tun. Man hat aber jederzeit akzeptiert, dass ich abweichende Meinungen vertreten habe. So bin ich für die Zuständigkeit der Bundesversammlung. Ich bin für den Bedürfnisnachweis – also keine A-Werke auf Vorrat. Ich unterstütze auch den Entsorgungsartikel, wie ihn die Kommission vorschlägt. Trotzdem ist man in den Augen verschiedener Leute einfach ein Atomlobbyist, weil ich gegen ein Moratorium bin und mich gegen die Standesinitiativen ausgesprochen habe. Wir haben alles erlebt, vom Hosianna der Umweltorganisationen, als Beznau I und II gebaut wurden. «Jetzt ist die saubere Energie da!», hiess es. Das Wasserkraftwerk Koblenz wurde liquidiert und 20 Millionen Franken ans Bein gestrichen. Jetzt erleben wir, begonnen mit Kaiseraugst, das «Kreuzige ihn!». Von wem aus gerufen? Von den gleichen Umweltorganisationen wie damals, also von den gleichen Leuten. Dass man den Elektrizitätswerken hie und da an den Karren fährt, gegen das habe ich gar nichts; sachliche Kritik ist in Ordnung. Gegen was ich mich aber wehre, das ist die Verteufelung der Elektrizitätsunternehmen. An einer Pressekonferenz sollen diese von den Gegnern mit den Monopolbetrieben in den Oststaaten verglichen worden sein. Wenn das stimmt, ist das eine Beleidigung der Elektrizitätswerke und eine Beleidigung aller Kantone, die eine gute Elektrizitätswirtschaft aufgebaut haben, mit oder ohne Atomkraftwerken. Es wird zum Vorwurf gemacht, dass bald nach dem Krieg ein europäisches Verbundnetz verwirklicht wurde, um das uns die ganze übrige Welt beneidet. Wenn es nicht da wäre, müsste es geschaffen werden. Von Norwegen bis Süditalien, von Oesterreich bis Portugal wird verkauft, gekauft, getauscht für Stunden, Halbstunden, durch langfristige, kurzfristige Verträge abgesichert oder auf dem freien Markt gehandelt. Eines der grössten Verteilzentren, wo die Fäden aus ganz Europa zusammenlaufen, ist im aargauischen Laufenburg. Und wenn hier im Nationalratsaal die Lampen brennen, wissen wir ja nie, ist es jetzt gewöhnlicher Strom oder Atomstrom, inländischer oder gar ausländischer Strom. Die hängigen Probleme für die Kernenergie und die Beseitigung des Atom Mülls und der schwer radioaktiven Abfälle sind für viele eine Vertrauensfrage, oder sogar für viele eine Glaubenssache. Ich persönlich habe in die Nuklearwissenschaftler dasselbe Vertrauen wie in die Staudammingenieure. Ein Dammbruch könnte ja ganze Dörfer und Städte auslöschen. Bei unsern Kernwissenschaftlern steht an vorderster Stelle die Sicherheit. Europäische Zusammenarbeit bürgt auch hier dafür. Sie werden auch die letzten Probleme zu lösen wissen. Ich bin davon überzeugt; ich will nicht so weit gehen wie der wohl populärste russische Dissident, der Atomphysiker und Nobelpreisträger Andrej Sacharow, der einst geschrieben hat, für den Westen sei die Nutzung der Atomkraft die einzige Chance, um auch für die Enkel die Freiheit zu sichern. Ich habe diesen Ausdruck zitiert. In meiner Region – das sind die Bezirke Baden, Zurzach und Brugg – ist man mit der Kernenergie auf Du und Du. Wir haben zwei Atomkraftwerke in nächster Nähe, zwei Institute für Nuklearforschung, das EIR Würenlingen, Eidgenössisches Institut für Reaktorforschung, dessen erste Priorität die Entsorgung ist (das ist ja in Auftrag gegeben worden). Dann das SIN Villigen, das Schweizerische Institut für Nuklearforschung, das vor allem mit Deutschlands Forschungszentrum Jülich in engster Zusammenarbeit steht. Das SIN bekommt übrigens auch Beiträge aus Deutschland für die gemeinsame Zusammenarbeit.

Aber auch den Wissenschaftlern dieser Institute misstraut man, und gewisse Kreise werfen ihnen mangelnde Objektivität vor, einfach so, ohne den Schatten eines Beweises dafür zu haben. In dieser aargauischen Region arbeiten unsere Leute. Sie fahren alle Tage die paar Kilometer hin und her und haben absolutes Vertrauen in diese Anlagen. Die Vorgänge in Kaiseraugst waren für unsere Bevölkerung eigentlich unbegreiflich, und sie empfand dies für

unsere Region als Provokation. Für mich als Kommissionsmitglied war es nicht immer leicht zu entscheiden, damit auch den aargauischen Belangen wirklich Rechnung getragen werden konnte. Ich kann aber die Vorlage, wie sie aus den Beratungen hervorgegangen ist, voll und ganz unterstützen. Ich werde deshalb weitergehende Minderheitsanträge, wie beispielsweise beim Substitutionsgedanken das Erdöl zu eliminieren, nicht zustimmen. Wenn wir nämlich die Vorlage durchbringen, wie sie in unserer Kommission einstimmig angenommen worden ist, dann haben wir viel erreicht und zur Beruhigung der Gemüter beigetragen. Deshalb ersuche ich Sie, auf die Vorlage einzutreten, um möglichst wenig zu verändern.

Biderbost: Bei der Behandlung der Revision des Atomgesetzes kann man offensichtlich nicht vermeiden, und man soll es auch nicht, dass es zu einer weit über die Tragweite der Revision hinausragenden allgemeinen Debatte um die friedliche Nutzung der Atomenergie kommt; zuviel ist seit der Verabschiedung des Gesetzes im Jahre 1959 auf diesem Gebiet und auch in der Betrachtungsweise desselben anders geworden.

Gestatten Sie auch einem Vertreter der Berggebiete sich hierzu zu äussern. Schliesslich kommt ja ein sehr wesentlicher Teil der in der Schweiz produzierten Elektrizität aus dem Berggebiet. Gerade die wertvollste, jene die das ganze Jahr abrufbar ist, wird dank gewaltigen Barrieren in den Bergtälern erzeugt, handle es sich jetzt um Schwergewichtsmauern, wie bei der Grand Dixence, um elegante aber schrecklich dünne Bogenmauern, wie in Mauvoisin, oder um künstlich aufgeworfene Erddämme, wie in Mattmark, zufälligerweise alle im Wallis. Ich will Sie nicht mit Produktionszahlen langweilen, die Grössenordnungen sind Ihnen ja bekannt. Ich hatte letzte Woche die Gelegenheit, im Zusammenhang mit Lawinenbeobachtungen, über den Dixence-Stausee zu fliegen. Ich kann Ihnen versichern, dass diese Mauer im Frühjahr, wenn sie – weil der See fast leer ist – ihren Riegel einsam in die Landschaft stellt, ein sehr beeindruckendes Bauwerk ist. Wenn einen allerdings dabei der Gedanke durchzuckt, dass diese Dämme oder Wälle aller Art bersten könnten, dann sieht man auch die apokalyptische Vision dessen, was eine deutschschweizerische Tageszeitung ihren Lesern als 1.-April-Scherz glauben zu müssen, nämlich die Ueberflutung eines ganzen Kantons von 200 000 Einwohnern mit allen Folgen, die ich wohl nicht zu beschreiben brauche.

Hätte nun die Bergbevölkerung vor 40, 30 oder 20 Jahren – vielleicht der Not gehorchend nicht dem eigenen Trieb – nicht Vertrauen gehabt in die technischen Erkenntnisse jener Zeit und in die rigorosen Kontrollen beim Betrieb dieser Staumauern, dann könnten Sie, meine Damen und Herren, Vertreter der Grossstädte, Ihre so reichlich angefallene Dokumentation zum Atomgesetz im Scheine einer so heimeligen Petroleumlampe oder Kerze studieren, warm eingepackt am Kaminfeuer mit Holz aus dem Bruderholz oder dem Uetliberg, wenn es dort noch solches hat.

Es ist nun nicht uninteressant, die gesetzliche Regelung der Gewinnung von Elektrizität aus Wasser und insbesondere Stauseen und diejenige aus Atomkraftwerken in einigen Punkten – soll ich sagen Kernpunkten? – miteinander zu vergleichen.

1. Die Bedürfnisfrage wird bei konventionellen Kraftwerken nicht geprüft. Das Gesetz schweigt sich darüber aus. Man kann uns also in jedes beliebige Tal eine Staumauer hineinstellen und kein Hahn im Bundeshaus kräht danach. Weder Bundesrat noch Parlament erhalten davon überhaupt Kenntnis. Bei Atomkraftwerken dagegen soll es mit der Regierung nicht genug sein, auch das Parlament hat sich damit zu befassen. Das Verfahren erinnert an die Eisenbahnangst vor mehr als 100 Jahren (Funkenwurf usw.), dort wurde auch so etwas ähnliches vorgesehen. Unsere heutige Kommission muss uns hier schon besser erklären, wie sie den materiellen Unterschied zwischen

der Bewilligung durch den Bundesrat und der Genehmigung durch die Bundesversammlung genau sieht.

2. Woran das Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte dagegen gedacht hat, ist die Niedrighaltung des Preises des Rohstoffes, also der Wasserzinsen. Hiefür zeichnet dann schliesslich noch das Parlament verantwortlich, und das nicht etwa in grauer Vorzeit, sondern eben erst letztes Jahr, als zwar die Wasserzinsen erhöht, aber die für die Berggebiete äusserst wichtige Angleichung der Qualitätsstufen, obschon vom Bundesrat vorgeschlagen, von eben diesem Parlament abgelehnt wurde. Damit hat man eine ausgezeichnete Gelegenheit verpasst, den sich immer noch vergrössernden Einkommensrückstand des Berggebietes wirksam zu bekämpfen. Nichts solches im Atomgesetz. Abgesehen einmal von den illegalen, aber grosszügigerweise tolerierten Störaktionen, welche den Strom auch verteuern, sind im Gesetz zahlreiche Massnahmen zu finden, welche unweigerlich den Energiepreis hinaufreiben. Falls man jetzt in diesem Sinne entscheiden würde, könnte man dann bei einer nächsten Runde wenigstens auch an die Bergler unter den Staumauern denken.

3. Für die Sicherheit, dieses äusserst wichtige Moment, wird bei den Stauseen durch technische Instanzen gesorgt, welche durch die Verwaltung anhand präziser Vorschriften kontrolliert werden. Das System klappt übrigens bestens, wie die Erfahrung lehrt. Prüfwert bleiben selbstverständlich eventuelle Verbesserungsvorschläge. Beim Atomgesetz sollen für die Sicherheit die von jeder technischen Kenntnis unbeschwerten Bundesbehörden, nämlich Bundesrat und sogar das Parlament, befehlen. Falls hier bei Annahme dieser Neuerung wirklich positive Erfahrungen gemacht werden sollten, werden wir nicht verfehlen, zu verlangen, dass man bei den Staudämmen nachzieht.

Wir wollen den grausamen Vergleich nicht weiterziehen. Wir wollen auch durchaus anerkennen, dass jeder Vergleich hinkt und dieser natürlich auch.

In der Tat bringt die Nutzung der Atomkraft sicher Gefahren besonderer Art. Vorerst schon in der Art, wie sie an den Menschen herantreten. Während jedermann die Masse, Höhe, Dicke einer Mauer sieht und auch das dahinter gestaute Wasser überblickt und so, ohne die komplizierten statischen Berechnungen der Ingenieure im entferntesten zu verstehen oder gar nachvollziehen zu können, im Gegenteil sie in seine Welt und seine Abschätzung einbezieht, und damit eben Sicherheit gewinnt, ist die Kraft der Atomspaltung geheimnisvoll, hinter dicken Panzerplatten eines Reaktors verborgen und in ihrer Wirkung durch ebenfalls unsichtbare Strahlen fast heimtückisch.

Was wir Bergler vor den Staumauern nun von den evoluierten Agglomerationsbewohnern und ihren Vertretern erwarten, ist nicht unbesonnene Risikofreudigkeit, aber objektive und vorurteilslose Prüfung der Gegebenheiten. Uebrigens: Wir stecken schon mitten im Atomzeitalter, und zwar überall auf der Welt, in Ost und West. Trotzdem: Die Umweltverschmutzung ist kleiner als bei vielen andern Energiequellen, und es hat trotz den vielen A-Werken noch keinen nennenswerten Atomunfall, vergiss Katastrophe, gegeben. Wenn man das Ausmass der Unfälle und der Luftverschmutzung usw. als Kriterium nehmen wollte, müsste man zuerst das Auto und die Strassen verbieten, nicht das A-Werk. Aber eben, auf das Auto können wir nicht verzichten, aber auf die A-Werke bei der gegenwärtigen und zukünftigen Energieversorgung wohl auch nicht, sowohl Sparmassnahmen wie umgekehrt die Substitution des Oels spielen ja da auch hinein.

Damit möchte ich keineswegs die Gefahren, speziell der falsch gehandhabten, aber auch jeder Nutzung der Atomkraft herunterspielen; sie bestehen tatsächlich. Die etwas kurze Erfahrung lehrt uns, und auch die Mehrzahl der Fachexperten bestätigen, dass die ohne menschliche Absicht, also rein aus dem normalen Betrieb bestehenden Gefahren technisch kontrollierbar und auch mit vernünftigen Mitteln vermeidbar sind, wenn auch die Endlagerung

der Abfälle in einem kleinen und dichtbesiedelten Land ihre besonderen Probleme stellt. Dagegen muss man in einer radikalisierten Welt auch mit der sich je länger, je hemmungsloser ausdehnenden Gewalt rechnen. Obschon dies kein eigentliches Problem der Kernenergie ist, muss man ihr auch in diesem Zusammenhang Rechnung tragen, speziell bei der Bestimmung der Sicherheitserfordernisse. Hierbei ist auch kritischen Stimmen selbstverständlich Gehör zu schenken, wie es die Kommission getan hat.

Was die Leute vor den Staumauern aber bestimmt erwarten, ist eine ebenso kritische, ja ablehnende Haltung gegenüber denjenigen, denen es darum geht, das Geschäft mit der Angst zu machen und die nur eine weitere Entstabilisierung der Gesellschaft anstreben, für die ihnen jedes Mittel recht ist, die Gewalt nicht ausgeschlossen. Auch Drohungen lehnen wir ab, und dazu gehört leider auch jenes Pamphlet, mit dem Drucker Druck ausüben möchten, was aber der Freiheit und Würde eines Parlamentes nicht entspricht. Hier muss auch auf Seiten der Agglomerationen der feste Wille vorhanden sein, den Trennungsstrich zu den wirklich und oft mit Recht Besorgten zu ziehen, was zugegebenermassen nicht immer leicht ist. Man erkennt die blossen Störenfriede jedoch oft an Kriterien und Aktionen, die ausserhalb der Atomdebatte sichtbar werden.

Wir alle, wo wir auch wohnen, sind aufgerufen, zum schwierigen Problem der Energieversorgung unseren Beitrag zu leisten. Tun wir es im Geiste, den Prof. Carl Friedrich von Weizsäcker, Direktor des Max-Planck-Institutes, anruft, wenn er sagt: «Zunächst, so scheint mir, spiegeln alle Gefahren, die wir vor uns sehen, keine technischen Ausweglosigkeiten, sondern eher umgekehrt die Unfähigkeit unserer Kultur, mit den Geschenken ihrer eigenen Erfindungskraft vernünftig umzugehen.»

In dieser Dimension sehe ich den politischen Aspekt der uns gestellten Aufgabe, sie gibt uns gleichzeitig die verantwortbaren Grenzen der anzuwendenden Technik. Schlussfolgerung: Ich bin für Eintreten zur Revision des Atomgesetzes und gegen die Atominitiative und das Moratorium.

M. Teuscher: L'accélération des événements, que ce soit sous forme de manifestations populaires ou par des moyens d'information modernes en ce qui concerne l'installation d'usines nucléaires, aussi bien en Suisse qu'ailleurs dans le monde, ne laisse planer aucun doute quant à la crainte quasi universelle que soulève l'emploi de ce nouveau mode d'énergie.

Jamais encore les motifs d'affrontement, aussi bien du côté de la technique, des scientifiques, des politiciens que de l'homme de la rue, n'ont été aussi divergents. Jamais partisans et adversaires n'ont échangé leur argumentation avec une ampleur et une force aussi grandes, presque dignes de l'Apocalypse.

Cependant, prétendre que ce problème est à l'échelle d'une région, d'un pays, c'est entrer dans le domaine de l'illusion, voire du ridicule. Les hommes, avides de nouveaux moyens guerriers, ont touché à un domaine qui intéresse toute la vie de notre planète. C'est pourquoi l'instinct de conservation, comme aussi le subconscient, joue un très grand rôle dans tout ce qui touche au développement de l'énergie nucléaire.

Par tous les moyens de diffusion et de vulgarisation à disposition, chaque individu, ou presque, touche à la science-fiction, qui évoque trop souvent la fin du monde des vivants, hommes, animaux ou plantes, par la découverte d'une matière susceptible de résoudre aussi les problèmes énergétiques pour l'éternité.

Dès lors, puisqu'il s'agit d'une question mondiale, on peut se demander l'impact que peut avoir la modification de loi que l'on nous propose.

Sans se faire d'illusion sur le développement que l'énergie nucléaire est appelée à connaître, à cause de la diminution des réserves pétrolières, il est cependant nécessaire, même dans le cadre d'un petit pays, de revoir les pro-

blèmes découlant de cette évolution et son avenir. Je les diviserai de la manière suivante:

1. Nouvelles formes légales, démocratiques, nécessitées par le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire.
2. Notion de la clause du besoin dans l'utilisation de cette énergie.

3. Evacuation et mise en dépôt des déchets; assurance de sécurité pour son emploi.

L'application de la loi de 1968 et de la procédure d'autorisation telle qu'elle y est fixée, ne permet pas à la population touchée de s'informer suffisamment, ni de sauvegarder ses intérêts. Sans aucune disposition relative à la participation de tiers à la procédure, elle éliminait purement et simplement la prise en considération du caractère particulier des autorisations, qui doivent être délivrées dans le domaine tout autant particulier qu'est la technique nucléaire.

L'interpénétration des autorisations de police que le canton et la commune sont appelés à délivrer est contraire aux décisions de la Confédération, d'où intervention du Tribunal fédéral. Les lois et attributions cantonales en matière d'aménagement du territoire et d'utilisation des eaux entrent en conflit avec celles de la Confédération en ce qui concerne les autorisations de créer des installations atomiques.

Les exemples de Kaiseraugst et de Verbois en ont été la démonstration.

La nouvelle formulation de la loi donne à la population la possibilité de s'informer à un premier stade et, s'il y a lieu, de présenter des objections. L'article 8 de la loi est précis: c'est la Confédération, plus exactement le Conseil fédéral, donc l'autorité politique, qui décide, après étude des dossiers. Cette filière est parfaitement démocratique et elle correspond à une consultation très large, à tous les niveaux. Toute autre forme ne serait que confusion et désordre.

La preuve du besoin est une affaire beaucoup plus délicate. La projection à long terme du développement de la consommation d'énergie, sous toutes ses formes, comme de la croissance, ont nettement démontré que, dans ces domaines, même les plus grands spécialistes se sont trompés. Brandir sans cesse la menace d'une pénurie énergétique comme une catastrophe nationale est simpliste, surtout lorsque l'on ne se réfère qu'au nucléaire.

D'ailleurs, même si durant quelques années, chaque citoyen, chaque entreprise ou chaque administration était dans l'obligation d'économiser quelques pour-cent de cette énergie, ne serait-ce pas là le moyen, peut-être le seul, de faire comprendre à tout un chacun que le gaspillage doit cesser? En 1939, la diminution des importations de pétrole n'a pas signifié la fin de l'économie suisse; on a trouvé autre chose, on s'est adapté, pas toujours facilement c'est vrai, mais la leçon a été salutaire.

Certes, il faut prévoir l'avenir, mais en suivant une saine logique. Nous avons pris l'habitude de voir grand dans trop de secteurs, trop grand parfois. L'influence de la croissance économique en a été une des causes, mais la nécessité de réévaluer les besoins est devenue indispensable.

Dans le domaine de l'énergie, il est certain que l'on peint souvent le diable sur la muraille, parfois avec exagération. Quelques années de répit, de réflexion et de recherches orientées vers d'autres sources d'énergie seraient salutaires. Par ailleurs, des connaissances plus approfondies de l'utilisation de l'atome dans un but pacifique seraient à même de redonner confiance aux populations. Toutefois, en ce qui concerne cette notion du besoin, il faut reconnaître que les nouvelles dispositions prévues par la loi sont impératives, en apparence du moins. Souhaitons que cette rigueur ne succombe pas trop facilement sous la pression des intérêts des producteurs d'électricité.

Reste l'important problème des déchets et la garantie de sécurité. Dans ce domaine, nous sommes en pleine contradiction. On accepte l'énergie nucléaire, mais on refuse

de se charger des déchets à retraiter ou à faire disparaître ou alors c'est un voisin, riverain de la mer, cette immense poubelle du XXe siècle, qui doit faire le nécessaire. Cette façon désinvolte d'agir est scandaleuse et devrait être abandonnée dans les plus brefs délais et remplacée par une solution nationale.

Mais, hélas! les dispositions légales empêchent l'autorité de procéder à la recherche de régions susceptibles, par leur formation géologique, de recevoir ces déchets en dépôt. Dans ce domaine, la nouvelle loi prévoit l'expropriation déléguée à des tiers, après que toutes les consultations régionales et cantonales ont été menées à bien. Il y a là une certaine logique, mais les obstacles seront encore rudes à franchir avant d'atteindre le but.

En conclusion, j'estime que le projet du Conseil fédéral est réaliste dans sa manière de promouvoir l'emploi de l'énergie nucléaire et l'approvisionnement du pays en matière énergétique. La commission a apporté des amendements sévères au projet initial, j'en suis satisfait et soutiendrai ses propositions.

Il ne s'agit plus d'être pour ou contre l'énergie nucléaire; elle est là et traumatise par sa puissance et ses effets secondaires encore inconnus tout notre monde civilisé, et même l'humanité tout entière. On peut comprendre ce sentiment en lisant une certaine littérature, où l'épouvante, la destruction et la faillite de l'économie sont de mise, mais on peut aussi le trouver justifié en voyant le désaccord total des savants, souvent issus de mêmes écoles, comme aussi celui des représentants de cette même économie.

Même si l'on a touché au domaine dangereux de l'atome, si l'avenir manque de sécurité à cause de son emploi, cette loi sur l'énergie nucléaire remet quelque peu l'église au milieu du village. Elle est certes très sévère, mais c'est absolument nécessaire pour permettre de revoir tout le problème des sources énergétiques. Il est heureux que dans ce domaine la Suisse fasse œuvre de pionnier.

Meier Kaspar: Herr Biderbost hat sein Votum mit einem Zitat des weltbekannten Direktors des Max-Planck-Institutes, Professor Carl Friedrich von Weizsäcker, beendet. Ich möchte mit einem Zitat von Herrn Weizsäcker beginnen. In der «Zeit» vom 24. März 1978 hat Herr Professor Weizsäcker einen grösseren Artikel geschrieben unter dem Titel «Mit der Kernenergie leben.» Herr Professor Weizsäcker ist als hervorragender Wissenschaftler sicher legitimiert, eine fundierte Meinung zu vertreten. Er weist einleitend zu seinem Artikel darauf hin, dass er in zahllosen Gesprächen die Gefühle beider Seiten, also der Befürworter und der Gegner der Kernenergie, kennengelernt habe. Als grundsätzlicher Befürworter anerkenne er auch die echte und begründete Sorge der Kernenergiegegner.

Ich glaube, vielen von uns geht es gleich. Wenn wir uns zum neuen Gesetz und zur Verfassungsinitiative äussern müssen, dann tun wir das nicht leichtsin; wir tun es auch nicht, wie die Typographia uns unterschieben will, weil wir private Interessen über öffentliche Interessen der Allgemeinheit stellen würden. Wir haben in der Kommission in 14 Sitzungstagen uns mit dieser ganzen Problematik sehr eingehend befasst, wir haben Gegner und Befürworter angehört, wir haben Wissenschaftler aus allen Gebieten und Fachleute konsultiert und interpelliert. Wir wissen auch, dass viele Erfolge und Lebensverbesserungen, die wir der modernen Technik verdanken, ihren Preis kosten.

Wenn ich für diese Gesetzesrevision und gegen die Initiative bin, dann tue ich das aufgrund des Studiums vielfältiger Stellungnahmen pro und kontra, aufgrund der eingehenden Verhandlungen in der Kommission, aufgrund der Äusserungen von über 30 Fachexperten, vor allem aber auch aufgrund der Augenscheine, die wir in Asse, Jülich und Cap de la Hague durchgeführt haben. Und ich bin zur Ueberzeugung gelangt, dass es kaum ein technisches Verfahren gibt, in welchem in bezug auf die Vorsorge gegen die möglichen Gefahren so minutiös vorgegangen wurde und wird wie bei der Kernenergie. Es sind hier praktisch

alle denkbaren Möglichkeiten von Unfällen usw. studiert worden, und es wurden auch alle Vorsichtsmassregeln getroffen. Der zur Diskussion stehende Bundesbeschluss zur Ergänzung des Gesetzes ist nicht nur ein brauchbares, sondern ein gutes Instrument, um die Kernenergie in Griff zu halten. Sie haben bereits gehört, dass die Kommission sich ihre Arbeit nicht leicht gemacht hat; es wurden Zugeständnisse gemacht, vor allem – möchte ich behaupten – von seiten der Befürworter der Kernenergie.

Gestatten Sie mir, dass ich noch zum Problem der radioaktiven Abfälle Stellung nehme. Hier gibt es ein quantitatives und ein qualitatives Problem. Quantitativ, glaube ich, können wir beruhigt sein. Es sind so kleine Quantitäten, die anfallen, dass man sie sicher quantummässig bewältigen kann. Darf ich daran erinnern: 280 m³ leichtradioaktive, 245 m³ mittelfradioaktive und im ganzen 10 m³ hochradioaktive Abfälle werden aus den Kernkraftwerken in der Schweiz (inkl. Gösgen und Leibstadt) im Jahr anfallen. Das sind Quantitäten, die zu bewältigen sind.

Qualitativ ist das Problem etwas schwieriger; aber nach den Orientierungen in der Kommission und nach den Augenscheinen bin ich überzeugt, dass wir auch qualitativ das Problem der Beseitigung der Abfälle bewältigen können. Es ist meines Erachtens gelöst. Man muss sich doch bewusst sein, dass schon seit den vierziger Jahren auf der Welt nuklearer Brennstoff aufgearbeitet wird, dass schon seit über 20 Jahren radioaktive Abfälle anfallen. Wir haben auch davon Kenntnis genommen, dass wir vorläufig in Cap de la Hague die Brennstoffe aufarbeiten können und dass wir erst 1990 unsere Lagerung für Abfälle bereitstellen müssen.

Im Beschlussentwurf zur Aenderung des Gesetzes ist meines Erachtens eine gute Lösung vorgeschlagen worden, wie das Problem der radioaktiven Abfälle behandelt werden soll. Es darf keine weitere Bewilligung erteilt werden, wenn hier nicht diese Lösung eindeutig garantiert wird.

Ich erlaube mir noch eine Bemerkung zur Radioaktivität. In einer zuverlässigen Broschüre wird uns von wissenschaftlicher Seite erklärt: «Stellt man einen Behälter mit frischem hochaktivem Abfall aus einer Wiederaufbereitungsanlage hinter eine drei Meter dicke Mauer, so wird seine biologische Wirkung auf einen Menschen bereits auf den natürlichen Strahlenpegel reduziert. Bereits einige Meter Gestein oder Erde genügen also zum vollständigen Schutz vor der Direktstrahlung. Deshalb ist auch die fernbediente Handhabung von Abfallbehältern kein besonderes Problem.» Wir haben anlässlich unserer Augenscheine gesehen, wie diese radioaktiven Stoffe verglast, verteert und einbetoniert und dann erst noch tief in der Erde gelagert werden. Ich glaube also, mehr kann man nun in guten Treuen wirklich nicht verlangen. Aber es ist bedauerlich, dass gerade jene Kreise, die die Angst vor der Kernenergie schüren, die gegen die Atomkraftwerke sind, sogar verhindern, dass man für die radioaktiven Abfälle, die jetzt vorhanden sind und die wir so oder anders beseitigen müssen, Studien macht, welche Plätze sich eignen könnten. Das ist sicher nicht ehrlich, das ist nicht korrekt. Man soll zum mindesten die Gelegenheit bieten, dass solche Studien gemacht werden können. Weil ich überzeugt bin, dass das Problem der Beseitigung bzw. Unschädlichmachung der radioaktiven Abfälle gelöst ist, stehe ich zur Verwendung und zum Einsatz von Kernenergie. Ich bitte Sie, auf den Beschlussentwurf zur Revision des Atomgesetzes einzutreten und die Initiative mit dem Antrag zur Verwerfung zu versehen.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.35 Uhr
La séance est levée à 12 h 35*

Atomanlagen. Volksinitiative

Installations atomiques. Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Aprilsession
Session	Session d'avril
Sessione	Sessione di aprile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.054
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.04.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	470-482
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 618

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.